



Atelier d'Architecture Barré Charpentier

**TRAVAUX DE RÉHABILITATION COMPLETE DU TUNNEL, SALLE DE  
CONVIVIALITÉ, WC DÉTENUS, BANCS ATTENTE DÉTENUS, BOX  
ENTRETIEN GEOLES, RÉAMÉNAGEMENT DE L'ACCUEIL DU P3  
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MARSEILLE  
13 006 MARSEILLE**

**MAITRE D'OUVRAGE**

MINISTERE DE LA JUSTICE  
Délégation Interrégionale du SG Sud Est – Département Immobilier  
350 Avenue du Club Hippique – CS 70456  
13 096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

**ARCHITECTES**

Atelier d'Architecture Barré Charpentier  
146 Boulevard du Sablier  
13 008 MARSEILLE  
Tél : 04 91 79 84 50  
barrecharpentier@architectes.org

PHASE	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>DCE</b>	<b>C.C.T.P.</b>
Septembre 2025	Cahier des Clauses Techniques Particulières Lots architecturaux.

DIFFUSION :		
	05/09/2025	Première diffusion



Atelier d'Architecture Barré Charpentier

**TRAVAUX DE RÉHABILITATION COMPLETE DU TUNNEL, SALLE DE  
CONVIVIALITÉ, WC DÉTENUS, BANCS ATTENTE DÉTENUS, BOX  
ENTRETIEN GEOLES, RÉAMÉNAGEMENT DE L'ACCUEIL DU P3  
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MARSEILLE  
13 006 MARSEILLE**

**MAITRE D'OUVRAGE**

MINISTERE DE LA JUSTICE

Délégation Interrégionale du SG Sud Est – Département Immobilier

350 Avenue du Club Hippique – CS 70456

13 096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

**ARCHITECTES**

Atelier d'Architecture Barré Charpentier

146 Boulevard du Sablier

13 008 MARSEILLE

Tél : 04 91 79 84 50

barrecharpentier@architectes.org

PHASE	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>DCE</b>	<b>00</b>
Septembre 2025	Généralités opposables à tous les lots

DIFFUSION :		
	05/09/2025	Première diffusion

## LOT 00 - Généralités opposables à tous les lots

Le présent document a pour objectif de définir l'ensemble des prescriptions communes à tous les corps d'état relatives aux travaux de réhabilitation complète du tunnel, de la salle de convivialité, du wc détenus, des bancs attente détenus, du box entretien des géôles, du réaménagement de l'accueil du P3 du Tribunal Judiciaire de Marseille (13 006).

Le présent cahier regroupe les prescriptions générales réputées connues et respectées. Il n'a de valeur contractuelle que dans sa forme intégrale en association avec les cahiers spécifiques à chaque lot technique ou architectural. Il a par ailleurs pour but de préciser le contexte général de l'opération.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- les clauses communes à tous les lots : présent document,
- les cahiers des clauses techniques particulières par corps d'état,

L'ensemble de ces documents, même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel. Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant et notamment les CCTP de tous les corps d'état. À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas, un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel. En tout état de cause, il est précisé que, dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'oeuvre.

En tout état de cause, il est précisé que, dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'oeuvre.

Sauf indications contraires expressément stipulées dans le CCTP, toutes les prestations sont considérées, fournies, livrées sur le chantier et posées, avec fixations ou scellements définitifs et toutes sujétions de manutention, levage, échafaudages, etc. Elles comprennent également toutes les sujétions indispensables à la tenue et à la finition des ouvrages.

### 0.1. Conditions générales d'exécution des ouvrages

#### 0.1.1. Mission des concepteurs

Les concepteurs sont chargés d'une mission de Maîtrise d'Oeuvre "Mission de base" aux termes de la loi M.O.P., sans la phase EXE.

Les plans de conception architecturale des ouvrages sont fournis aux entreprises dans le présent dossier.

Les études de fabrication, d'exécution et calculs sont à la charge de l'entreprise qui devra obtenir l'approbation de l'architecte ainsi que du Bureau de Contrôle.

#### 0.1.2. Visite des lieux – Connaissance des lieux et de la nature du projet

Dans le cadre des travaux l'entrepreneur est réputé avoir visité l'ensemble des locaux et s'être assuré de toutes les incidences des présents travaux. Il devra prévoir dans son offre tout ce qui découle du travail à effectuer, dans les règles de l'Art sans pouvoir élever de réclamations ultérieures.

L'entrepreneur est ainsi réputé :

- Avoir procédé à une visite du site, et avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des travaux, et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité,
- Avoir procédé à une inspection détaillée de l'ouvrage et apprécié toutes les sujétions résultant (liste non exhaustive) :
  - De la conception de l'ouvrage,
  - De la configuration des accès et abords,
  - Des moyens d'approvisionnement,
  - Des conditions de stockage,
  - De l'éloignement des décharges autorisées,
  - Des possibilités d'installation de chantier,
  - De l'usage qui est fait de l'ouvrage (, ...)

L'entrepreneur s'engage également à :

- Assurer l'organisation de son chantier pour permettre à tout moment le bon déroulement des travaux dans les meilleures conditions et délais contractuels.
- À veiller à assurer une parfaite discrétion pour ne pas gêner l'activité des occupants.

L'entrepreneur prendra connaissance du présent descriptif et de l'ensemble des pièces constitutives du marché avant de visiter les lieux pour apprécier exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages nécessaires pour répondre au programme des travaux demandés.

**Dans le bâtiment P3, un plancher chauffant est présent, en conséquence, toute opération de percement ou de fixation au sol devra impérativement être vérifiée et validée afin d'éviter tout risque de détérioration du réseau de chauffage.**

#### 0.1.3. Règlements et normes

Il est préalablement rappelé qu'en dehors de toute obligation contractuelle ou réglementaire, le Code des Assurances prévoit que « l'assuré est déchu de tout droit à garantie en cas d'inobservation inexcusable des règles de l'art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les Documents Techniques Unifiés ou les normes... » (Art. A.243.1).

**LOT 00 - Généralités opposables à tous les lots**

Tous les travaux du présent descriptif sont soumis pour leur exécution aux prescriptions techniques, législatives et réglementaires, des documents ci-après, qui, bien que n'étant pas joints, sont contractuels et réputés parfaitement connus.

L'entrepreneur devra toujours respecter dans l'exécution de ses travaux, ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants (liste non exhaustive) :

- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code du travail
- Règlement national d'urbanisme (RNU) ;
- Règlement sanitaire départemental type (RSDT)
- REEF ;
- Règles Véritas - Securitas - Socotec ;
- Réglementation sécurité incendie ;
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers ;
- Règlement sanitaire départemental et / ou national ;
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre ;
- Règlements municipaux et / ou de police, relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Et tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc. à la date de signature des marchés
- Normes françaises et européennes en vigueur,
- Documents Techniques Unifiés,
- Avis Techniques (ATEC) Français ou Européens,
- Agrément Technique d'Expérimentation (ATEX),
- Décrets et Arrêtés d'application de l'ensemble des documents ci-dessus, et notamment : Décret du 14 Juin 1969 et ses modifications ultérieures
- Règles de calcul publié par le C.S.T.B.
- Règles professionnelles éditées par les différents Syndicats (règles S.N.J.F.)
- Norme NF-C 15-100
- Nouvelle Réglementation thermique RT2012
- Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés
- Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste ;
- Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages
- Tous les documents DTU, qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, comprenant les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT), les cahiers des clauses spéciales (CCS), les règles de calcul, les mémentos, guides, instructions, etc., tous les autres documents ayant valeur de DTU ;
- Ces documents sont les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT), les règles de calcul, les mémentos, guides, instructions, etc., tous les autres documents ayant valeur de DTU ;
- Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste ;
- Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages
- Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

**0.1.4. Connaissance des documents contractuels**

L'entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc., connus à la date précisée au C.C.A.P. ou à défaut celle découlant des clauses du C.C.A.G.

**0.1.5. Ordre de préséance**

Dans le cas éventuel de divergences ou de discordances implicites ou explicites entre les spécifications du C.C.T.P. et les clauses et prescriptions des DTU et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les DTU ou normes :

- Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;
- Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du descriptif combinées à l'ensemble des autres pièces de la consultation qui prévaudront.

**0.1.6. Matériaux et produits hors domaine d'application des D.T.U.**

Pour les matériaux et procédés « non traditionnels » ou « innovants » qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique ;
- Agréments européens ;
- Ou, à défaut aux règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'appréciation technique d'expérimentation dite procédure ATEX pourra être imposée par le maître d'œuvre.

Les frais de cette procédure seront à la charge de l'entrepreneur.

### **0.1.7. Compatibilité des matériaux entre eux**

Tous les produits et matériaux utilisés par l'entrepreneur du présent lot devront être rigoureusement compatibles :

- Entre eux,
- Avec les supports,
- Et d'une façon générale, avec tous les matériaux avec lesquels ils seront susceptibles d'être en contact.

Au cas où le Maître d'Œuvre aurait prescrit dans les documents d'appel d'offres l'utilisation de matériaux incompatibles, l'entrepreneur devra obligatoirement le signaler à l'appui de son offre et proposera soit le changement des matériaux incriminés, soit des produits ou accessoires permettant de remédier à des désordres éventuels.

### **0.1.8. Contenu et limite des pièces écrites et plans**

L'entrepreneur doit prévoir tous les travaux nécessaires pour le complet et parfait achèvement de ses ouvrages, non seulement en fonction des pièces contractuelles, mais en tant qu'homme de l'art, responsable. Il suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui auraient pu être oubliés dans les documents de son marché. Les localisations définies facilitent la compréhension du projet mais ne sont jamais exhaustives.

Les erreurs ou omissions apparaissant en cours de travaux, ne pourront, en aucun cas, faire l'objet d'une augmentation du prix initial.

Aucun travail supplémentaire ne devra être exécuté sans ordre de service, signé par le Maître de l'ouvrage. Tout travail non prévu, exécuté en dehors de ces conditions, sera toujours considéré comme faisant partie intégrante du prix global forfaitaire consenti.

En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de cote, chaque entreprise devra signaler, en temps utile, les erreurs ou les omissions à l'architecte.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle sur les plans. Chaque entrepreneur sera responsable des erreurs ou des modifications qu'entraîneraient, pour tous les corps d'état, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

Certains détails et spécifications techniques peuvent ne pas être formulés explicitement ou simplement omis, sans pour autant supprimer les obligations de l'entreprise à les prévoir dans le cadre du parfait achèvement de leurs ouvrages. Il sera également dû, tous les travaux annexes nécessaires à la parfaite tenue et finition des ouvrages.

L'entrepreneur désigné sera tenu de fournir une installation complète en ordre de marche conforme à toutes les règles de l'Art et à l'ensemble des textes réglementaires nationaux et européen en vigueur à la date de la signature des marchés sans pouvoir considérer comme limitatives pour cette fourniture les indications portées dans les documents contractuels.

L'entrepreneur devra :

- Procéder sous sa seule et entière responsabilité à toutes les vérifications utiles sans pouvoir mettre en cause le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ou les Concepteurs Techniques pour quelques motifs que ce soit au cas où certains des documents seraient erronés ou insuffisants.
- Signaler par écrit, au plus tard quinze jours après la signature des marchés, tout manque de concordance entre les éléments cités et les normes, règlements ou D.T.U. en vigueur, faute de quoi, il sera tenu de fournir les prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux selon les règles et à ses frais.

L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que soit aux plans et pièces écrites, mais devra signaler par écrit tous changements qu'il croirait utile d'y apporter.

### **0.1.9. Prix forfaitaire**

Le forfait comprendra l'exécution complète des travaux définis par les pièces constitutives du présent marché.

Les prix s'appliqueront aux ouvrages construits conformément aux dispositions édictées par le présent document.

Ils tiendront compte des faux-frais, taxes, droits, impôts, aléas explicitement mentionnés ou non au présent devis et du bénéfice de l'entrepreneur.

En cas de contradiction, l'Entreprise retiendra pour la constitution de son prix la prescription conduisant à la meilleure prestation pour le Maître d'Ouvrage.

En cas d'incertitude ou s'il apparaît sur les documents susmentionnés des omissions ou des erreurs, les entrepreneurs devront compléter leurs renseignements auprès du Maître d'œuvre ou parfaire et suppléer à un manque d'indications et aux omissions.

### **0.1.10. Renseignements**

L'entrepreneur devra prendre connaissance de tous les plans, coupes, détails et ne pourra en aucun cas adresser de réclamation pour omission, tant qualitative que quantitative, défaut d'appréciation ou autre, après signature de son marché. L'ouvrage devant être livré conforme aux plans, coupes, descriptifs, réglementations et instructions de la maîtrise d'œuvre et bureau de Contrôle.

Au cas où une omission, un litige ou une contradiction se révélerait en cours de travaux à propos de l'imprécision portée sur un plan ou décrite dans une pièce écrite, seule la prestation la mieux adaptée aux exigences serait choisie, sans aucun supplément de prix.

L'entrepreneur reconnaît, en soumissionnant, et avant sa remise de prix :

- S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux et avoir pris parfaite connaissance de la nature et l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachés
- Avoir constaté tous les travaux à faire et appréhendé toutes les difficultés inhérentes au chantier (possibilité d'accès, d'installation de chantier, d'implantation de la grue, stockage des matériaux, disponibilité en eau et énergie électrique) et avoir pris connaissance d'éventuelles servitudes ou obligation
- Avoir pris tous renseignements auprès du Maître d'œuvre, et du bureau de Contrôle, et avoir tenu compte de tous les aléas dans son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne les niveaux et empiètements des fondations, murs, etc.
- Il ne sera pas fondé à dresser quelque réclamation que ce soit, après la remise de son prix forfaitaire, étant entendu que celui-ci comprend tous les aléas et difficultés inhérents à ce chantier.

**LOT 00 - Généralités opposables à tous les lots**

En signant son marché, il reconnaît avoir une parfaite connaissance, non seulement des pièces contractuelles jointes (plans, descriptifs, etc.), ou non jointes (D.T.U., etc.), mais également de la situation du chantier, des problèmes posés par la nature du sol, la disposition des bâtiments, les accès, l'organisation dans le temps et dans l'espace des travaux (planning, etc.), les abords, et de toutes les autres contraintes :

- De voisinages
- Administratives
- Des compagnies concessionnaires (eau, E.D.F., etc.)
- De la protection des ouvrages enterrés ou apparents
- Des droits de décharges
- Des droits d'emprise sur chaussées publiques ou privées
- Liste non limitative et non exhaustive

En résumé, les entreprises sont réputées avoir pris parfaitement connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelques manières que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucune entreprise ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

**0.1.11. Etudes d'exécutions**

Les études d'exécution sont à la charge des entreprises.

En conséquence, la totalité des plans d'exécution, de fabrication et des notes de calculs en phase EXE est donc à leur charge.

D'une manière générale, sont à la charge de chaque entreprise, dans sa spécialité, l'élaboration et la fourniture, de toutes les études, notes de calcul, plans de fabrication ou plan d'atelier des ouvrages à construire nécessaires à la parfaite exécution de tous les ouvrages, et ce, pendant la période de préparation.

Les études d'exécution consistent en l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants. Elles permettent de définir les travaux dans tous leurs détails.

Chaque entrepreneur établit pour son lot les plans d'exécution et de fabrication ainsi que les spécifications techniques pour chacun de ses ouvrages.

La mission de Maîtrise d'Œuvre ne comprend pas la production des plans d'exécution ni de fabrication.

Les études d'exécution consistent en l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier.

Les plans d'exécution consistent en la production des plans de chantier comprenant les plans d'atelier, de montage et de mise en œuvre nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Les spécifications à l'usage du chantier consistent en la production de tous les calculs, notes et justifications nécessaires à la réalisation des ouvrages

Ces documents devront notamment :

- Respecter les principes et les définitions des documents du dossier.
- Faire apparaître les tracés régulateurs, les axes et files du projet ainsi que la position avec cotes et angles des ouvrages par rapport à ces tracés, axes et files.
- Être cotés avec le plus grand soin.
- Comprendre tous les détails à grande échelle, demandés par le maître d'œuvre.
- Être complétés minutieusement des renseignements particuliers à l'ouvrage.
- Faire apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent.
- Être accompagnés des notes de calcul correspondantes.

Les sections ou dimensions indiquées sur les plans ou dans les pièces écrites ne sont que des valeurs indicatives. Les entreprises devront l'ensemble de l'étude d'exécution. L'entreprise concernée devra les augmenter chaque fois que le calcul en démontrera la nécessité et ce, sans supplément de prix. Elles ne pourront cependant être modifiées qu'après accord de la Maîtrise d'Œuvre.

**Enfin chaque entreprise devra se conformer aux conditions émises dans l'autorisation d'urbanisme.**

Si ces conditions étaient en contradiction avec quelques parties du projet, l'entreprise concernée serait tenue d'en aviser le Maître d'Œuvre qui prendrait toutes dispositions à ce sujet sans qu'aucun supplément au prix global et forfaitaire ne puisse être demandé.

Il est rappelé à l'entrepreneur que tous les dessins, plans d'aménagement, seront soumis à l'approbation du Maître d'œuvre, avant toutes exécutions, le fait d'obtenir cette approbation ne dégage en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière quant à leur mise en œuvre.

Un exemplaire des plans d'exécution complet et à jour sera maintenu en permanence dans le bureau de chantier.

Seuls les plans d'exécution visés par la Maîtrise d'œuvre serviront à exécuter les travaux.

**0.1.12. Sécurité du personnel**

Les prix intègrent toutes les dispositions à prendre et ouvrages à réaliser pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler sur le site suivant les différents textes officiels en vigueur ainsi que suivant les diverses directives émises pour ce type de travaux par les organismes officiels, ministériels ou professionnels.

L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'une demande émanant d'un quelconque service de sécurité habilité à intervenir sur ce type d'opération, pour prétendre à un supplément à son forfait de base.

**0.1.13. Mode de métré**

Toutes les quantités communiquées par l'entreprise font partie de la masse du forfait des travaux.

Il est bien précisé que si des prestations, travaux, ouvrages annexes et accessoires divers nécessaires à l'exécution des ouvrages de son lot ne sont pas décomptés en articles séparés, ils sont à inclure par l'Entreprise dans le prix des ouvrages principaux prévus par ailleurs ; aucune réclamation ne sera admise

Toutes les quantités sont des quantités en œuvre, sans prise en compte des pertes, chutes, recouvrements, foisonnements, etc...

**0.1.14. Qualifications**

L'entreprise, de par son acceptation du Marché, sera réputée ne faire intervenir que des équipes compétentes voire spécialisées.

**0.1.15. Documents à transmettre au bureau de contrôle**

Les études de fabrication, les plans d'exécution et calculs et fiches techniques sont à la charge de l'entreprise qui devra obtenir l'approbation du bureau de contrôle. A ce titre les entreprises devront transmettre tous les documents demandés et ce durant toute la durée des travaux.

**0.1.16. Rapport initial du bureau de contrôle**

Les Entreprises devront prendre en compte dans le prix les indications et impositions notées dans le rapport du Bureau de contrôle.

Les avis donnés par le Bureau de contrôle et indiqués comme suspendus ou défavorables devront faire l'objet de prestations et réalisations qui répondent favorablement à ces demandes, en levant les réserves faites.

**0.1.17. Plannings des travaux**

Les titulaires devront s'inscrire dans le délais fixé. Ils devront établir un calendrier d'exécution détaillé de leurs tâches respectives. Il est précisé que les délais d'établissement et d'approbation de tous documents sont compris dans le délai contractuel d'exécution.

**0.1.18. Travaux supplémentaires ou modificatifs**

Aucun travail supplémentaire ou modificatif, non prévu au présent descriptif ne sera admis s'il n'a pas fait l'objet d'un devis suivi d'un ordre de service établi par l'architecte sous acceptation du Maître d'Ouvrage.

**0.1.19. Variantes proposées par l'entreprise**

Si dans l'étude de leurs offres, les entrepreneurs jugeaient possible de proposer d'autres solutions techniques sans nuire à la solidité des ouvrages, ni à la sécurité, ni au bon fonctionnement, ni à l'esthétique de l'ensemble de la réalisation et sans enfreindre la réglementation, ni sans changer le programme établi, le Maître d'Ouvrage et l'Architecte étudieront toujours avec vif intérêt les suggestions qui pourraient leur être proposées.

**0.1.20. Dossiers des Ouvrages Exécutés et Dossier d'Interventions Ultérieures**

Dans le cadre des opérations préalables à la réception de l'ouvrage, l'entreprise doit fournir des plans et notices techniques qui après vérifications et compléments par le maître d'œuvre, définiront :

- Le Dossier de l'Ouvrage Exécuté (D.O.E.)
- Les consignes d'utilisation de l'ouvrage et de ses équipements (D.O.U.E.).
- Le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (D.I.U.O.).

**0.1.21. Comptes-rendus de chantier**

Les comptes-rendus établis après chaque réunion sont diffusés à chaque entreprise. Ils consignent les dispositions arrêtées et les diverses décisions prises pendant les réunions avec accord explicite des représentants des entreprises.

Les entreprises doivent prendre très exactement connaissance de tous les comptes-rendus qui leur sont adressés. Si certaines décisions y figurant soulèvent de leur part des observations, elles doivent en faire part, par lettre recommandée, dans les huit jours, au Maître d'œuvre. Passé ce délai, les décisions portées aux différents comptes-rendus sont réputées acceptées par toutes les entreprises qui n'ont pas fait d'observations écrites. Ils leur seront alors opposables en cas de difficulté ultérieure.

Les entreprises posent par écrit les questions qu'elles souhaitent voir évoquer à l'ordre du jour (lettre à faire parvenir au plus tard la veille du rendez-vous au bureau de chantier).

## **0.2. Organisation du chantier**

**0.2.1. Approvisionnement de chantier**

Chaque entreprise devra assurer, pour le temps des travaux, l'approvisionnement en matériel et matériaux jusqu'aux zones de travaux depuis l'extérieur.

**0.2.2. Conditions de stockage et d'enlèvement des gravois**

Il sera prévu des zones de déchargement et de stockage des matériaux et matériels dans l'emprise du chantier.

Ces zones de stockage provisoires seront définies communément avec les utilisateurs et le C.S.P.S., pour permettre l'établissement des installations de chantier. Il est bien entendu qu'un stockage provisoire sur une zone non affectée à cette fonction ne doit être que temporaire (représentant le temps d'un déchargement) et cesser instantanément sur simple injonction orale d'un membre de la Maîtrise d'œuvre.

L'enlèvement des gravois résultants du chantier aura lieu quotidiennement et sera la responsabilité de l'entreprise.

Le chantier devra être tenu convenablement ; c'est ainsi que les zones d'intervention seront débarrassées de leurs gravois au fur et à mesure de l'avancement des travaux pour assurer de bonnes conditions de travail.

**0.2.3. Engins et matériel de chantier**

L'entrepreneur utilisant des engins ou appareils bruyants est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires afin de respecter les limites réglementaires.

Des dispositions spécifiques contre le bruit du chantier devront être prises en particulier vis à vis des tiers. Celles-ci seront à définir conjointement avec la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre durant l'exécution selon les contraintes locales tolérées.

Les engins et matériels de chantier devront être conformes à la législation en vigueur ou aux recommandations des services compétents du Ministère des Affaires Sociales tels que l'Inspection du Travail, la Sécurité Sociale, l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P) et respecter les normes acoustiques en site urbain. Les registres de contrôle devront pouvoir être présentés à toute réquisition. Les matériels électriques devront être réglementaires.

#### **0.2.4. Coordination S.P.S.**

Le chantier objet du présent descriptif sera réalisé en tenant compte des dispositions relatives à la sécurité et la protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et les textes en découlant, notamment le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

Le C.S.P.S. est missionné et rétribué par le Maître d'Ouvrage

L'entreprise reconnaît avoir tenu compte dans son offre des modalités d'organisation et de fonctionnement définies par les textes mentionnés ci-dessus. Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

Le Plan Général de Coordination - P.G.C. - en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par le coordonnateur S.P.S. de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, car les dispositions qui y sont précisées peuvent être de nature à influencer sur les sommes et les moyens matériels et humains qui seront à engager par l'ensemble des entreprises pour réaliser les travaux.

Chaque entreprise devra :

- Établir et fournir tous les documents qui lui seront demandés par les Organismes de Contrôle et le Coordonnateur SPS dans le cadre exclusif de leur mission
- Produire les fiches de sécurité et techniques décrivant les risques liés à l'exploitation ultérieures des ouvrages
- Remettre au CSPS son PPSPS (plan particulier de sécurité et de protection de la santé) pour approbation dans le délai des 30 jours à compter de la notification du marché

Le P.G.C. qui est une pièce contractuelle du marché, est un document évolutif qui pourra faire l'objet d'adaptations en fonction de la vie du chantier et de la durée des tâches qui y seront entreprises. Ces modifications et adaptations seront portées à la connaissance des entreprises en cours de chantier.

Le rôle du coordonnateur SPS sera :

- D'élaborer et tenir à jour le Plan Général de Coordination (PGC),
- De procéder avec les entreprises à une visite préalable du chantier,
- De préciser aux entreprises les consignes de sécurité santé,
- D'examiner et organiser les PPSPS,
- De veiller à la mise en œuvre des principes de prévention,
- D'organiser et de contrôler la coordination des activités,
- De prendre les dispositions pour le contrôle des accès du chantier.
- De tenir le registre journal
- De constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage à remettre au Maître d'Ouvrage à réception des travaux.

#### **0.2.5. Obligations des entreprises**

##### Avant le début d'exécution des travaux

L'entreprise devra :

- Avoir une parfaite et complète vision des travaux à exécuter, de leurs étendues et de leurs limites.
- Définir les procédés à employer pour la réalisation des travaux en accord avec l'Architecte - L'entreprise sera tenue pour responsable du procédé retenu.
- Fournir les plans d'exécution et les notices techniques des matériaux et équipements
- S'assurer du respect des points de détails établis en accord avec les autres entreprises

##### Pendant d'exécution des travaux

L'entreprise devra à ses frais :

- L'ensemble de la fourniture et de la mise en œuvre de tous les ouvrages à réaliser
- La fourniture et la mise en œuvre de toutes les installations complémentaires de chantier propres nécessaires à la bonne exécution de ses travaux
- La protection complémentaire des ouvrages existants conservés. Les dispositions proposées doivent être soumises à l'avis de l'Architecte. Toutes détériorations d'ouvrages destinés à être conservés, entraînera la remise en état sans délais de ces ouvrages par l'entreprise du présent lot à ses frais
- Les précautions pour assurer le stockage des matériaux à l'abri des intempéries et des accidents.
- Les dispositifs de protection et de sécurité pour l'exécution de ses travaux.
- Les sujétions de montage et d'approvisionnement à pied d'œuvre
- Toutes ces sujétions seront incluses dans les prix unitaires et comprendront les prestations complémentaires tels que transports, installations, locations, manutentions, déposes, etc...
- La programmation des livraisons se fera en concertation avec le maître d'œuvre et en dehors des heures de fortes affluences
- Tout le matériel, (engins, outils, petit outillage, matériaux, etc..) devra être placé dans un endroit inaccessible et ne devra en aucun cas être laissé sans surveillance

##### Avant la réception

L'entreprise devra à ses frais :

- Tous les nettoyages nécessaires pour la livraison des ouvrages en parfait état de propreté.
- Toutes les précautions à prendre lors du nettoyage pour ne pas endommager les ouvrages ou travaux des autres corps d'état - Toute détérioration entraînera obligatoirement la remise en état ou le remplacement aux frais de l'entreprise.
- L'évacuation complète de tous les déchets, gravais et emballages.

Elle devra toutes les prestations indispensables au complet et parfait achèvement de ses ouvrages sans qu'elle puisse prétendre à aucune majoration de prix ou indemnités supplémentaires.



**LOT 00 - Généralités opposables à tous les lots**

Toutes ces dispositions seront considérées incluses dans la valeur des prix unitaires.

**0.2.6. Période de préparation**

Durant la phase de préparation de chantier, les entrepreneurs devront établir un plan d'organisation du chantier en vue de limiter au maximum les nuisances de chantier.

Ce plan comportera :

- Un plan d'installation par phase
- Un plan d'organisation du chantier en vue de limiter au maximum les nuisances de chantier
- Devront être choisis tous échantillons sur modèles approuvés, tous documents ou solutions techniques et ce conformément aux dispositions définies dans le descriptif.
- Un plan de phasage et mesures prises pour assurer la sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier (depuis les travaux d'installation de chantier, jusqu'à la livraison)
- La détermination des objectifs environnementaux du chantier,
- La définition des modes opératoires permettant de diminuer les impacts pendant le chantier,
- Une réflexion sur les matériaux et énergie consommés ainsi que la logistique du chantier (stockage, transport, maintenance, atelier mécanique...) (pictogrammes des déchets)
- La maîtrise des rejets et gestion des déchets de chantier, (bordereau de suivi - simulation de production de déchets - organigramme de gestion et estimation des coûts d'élimination des déchets - plan de gestion des déchets de chantier
- La définition de la toxicité des rejets de chantier,
- La définition du mode de recyclage des eaux de lavage des toupies à béton,
- La définition du mode de recyclage et le volume des déchets (ratios, tonnage, volume et coût des déchets),
- Les modalités d'évacuation et d'élimination des déchets (coûts avec ou sans tri),
- L'utilisation de matériels et engins homologués, en assurant un entretien régulier pendant le chantier.
- La définition du plan d'installation de chantier (zones de circulations et de stockage...)

**0.2.7. Hygiène et sécurité**

Hygiène et sécurité

Chaque entreprise est tenue, pour ce qui la concerne, d'assurer l'ordre et la propreté du chantier ainsi que la sécurité réglementaire, aussi bien vis-à-vis des tiers que du personnel travaillant sur le chantier. La zone de travaux devra être parfaitement signalisée et interdite au public, l'entreprise prenant à cette fin toutes dispositions utiles (mise en place de platelage, garde-corps en bordure de fouilles, etc.).

Les entreprises devront se conformer au Décret 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et complété portant règlement d'administrations publique pour l'exécution des dispositions du livre 2 du Code du travail (titre 2 Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics, et tous autres travaux concernant les immeubles et à la NF EN 12811 : Équipements temporaires de chantiers - Partie 1 : échafaudages - Exigences de performance et étude, en général (Indice de classement : P93-501-1)

Travaux en hauteur

Chaque entreprise devra donc, chacune pour ce qui la concerne, mettre en place tous les équipements provisoires de sécurité collective et individuelle pour assurer la sécurité de son personnel, et prendre les mesures de sécurité contre les risques de chute de plus de 3,00 m du matériel ou de matériaux, que ce soit lors de l'accès aux zones de travaux, lors de l'exécution des travaux eux-mêmes ou lors de l'approvisionnement en matériel et matériaux.

Pour les toitures réalisées en matériaux fragiles notamment, l'entrepreneur devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur : Recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

Aucun supplément ne sera accordé après remise de l'offre pour couvrir ces sujétions, celles-ci devant être incorporées à l'offre.

Chaque entreprise devra donc mettre en place ses propres équipements de protection collective, et devront se conformer :

- À la Circulaire n° 2005/08 du 27 juin 2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004
- Au décret n°2004-924 du 1er septembre 2004 (publié au J.O.R.F. du 3 septembre 2004) relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n°65-48 du 8 janvier 1965 et complété portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre 2 du Code du travail (titre 2 Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics, et tous autres travaux concernant les immeubles.
- À l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et modifiant l'annexe de l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément des organismes pour la vérification de conformité des équipements de travail

**0.2.8. Nuisances de chantier**

L'entreprise est responsable du respect des lois et réglementations en vigueur pour la phase chantier

Nuisances de chantier

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier ;
- Les poussières générées ;
- Les nuisances sonores et vibrations (dégradations des habitations ou structures, gêne des riverains...)
- Le non-respect en matière d'hygiène et de propreté (salissures, boues...)
- La perturbation du trafic sur la voirie publique (accidents, projections, gêne des riverains...)
- La mauvaise gestion des déchets,
- La découverte de matériaux pollués au cours des travaux,
- Les risques pour la santé humaine (émissions de particules fines nocives, accidents...)

- Les salissures des voies publiques.

Les protections, les nettoyages, les réfections des ouvrages environnants ayant fait l'objet de salissures ou dégradations de la part des Entreprises ou de leur sous-traitant même simples livreurs de matériels, devront être remis en leur état d'origine. Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent le droit de faire exécuter ces remises en état aux frais des Entreprises défaillantes s'il n'est pas remédié à la première injonction de remise en état.

#### Contraintes d'environnement

- L'entrepreneur utilisant des engins ou appareils bruyants est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires afin de respecter les limites réglementaires.
- Des dispositions spécifiques contre le bruit du chantier devront être prises en particulier vis à vis des tiers. Celles-ci seront à définir conjointement avec la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre durant l'exécution selon les contraintes locales tolérées.

#### Engins et matériels de chantier

Les engins et matériels de chantier devront être conformes à la législation en vigueur ou aux recommandations des services compétents du Ministère des Affaires Sociales tels que l'Inspection du Travail, la Sécurité Sociale, l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P) et respecter les normes acoustiques en site urbain.

Les registres de contrôle devront pouvoir être présentés à toute réquisition. Les matériels électriques devront être réglementaires.

L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les vibrations dues aux engins et matériels utilisés.

### **0.2.9. Contrôles et vérifications**

En cours d'exécution, l'entreprise est tenue de produire sur le champ à la demande de l'architecte toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux.

En début de chantier, chaque entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Cette personne assurera le contrôle interne de démarche qualité auquel est assujettie l'entreprise.

Les vérifications auxquelles sont assujetties les entreprises doivent être réalisées à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques, sont convenablement protégées
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser permettent une bonne réalisation de ses propres prestations
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'art
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. En particulier des essais d'écrasement du béton devront être exécutés par un Laboratoire agréé. La fréquence et le nombre des essais seront fixés en fonction de la quantité de béton mise en œuvre et de caractéristiques particulières des ouvrages réalisés

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum avant réception les essais et vérifications de l'Agence Qualité Construction (A.Q.C) dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

### **0.2.10. Gestion des déchets et déblais**

Les déchets de chantiers devront être gérés et traités par chaque entreprise pour ce qui la concerne et dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet.

### **0.2.11. Nettoyage et propreté du chantier**

L'entreprise devra prendre ses dispositions à ce sujet à savoir :

- Enlèvement immédiat et régulier de ses déchets et gravois,
- Nettoyage des zones d'interventions et de passages.

Sur simple constatation du Maître d'Œuvre le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire intervenir une entreprise spécialisée extérieure au chantier aux frais de l'entreprise jugée défaillante.

Chaque entreprise procédera à l'enlèvement des étiquettes et autocollants publicitaires et techniques posés ou collés sur leurs matériels.

#### En fin de chantier

Les installations de chantier, le matériel, les matériaux en excédent, ainsi que tous les gravois et décombres devront être totalement évacués en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état, et ce, au plus tard le jour de la réception des travaux.

En fin de travaux, toutes les zones ayant été utilisées pour le chantier seront remises en état ou adaptées au projet.

Le nettoyage général de livraison sera réalisé avant réception

Dans le cas où des travaux seraient exécutés après ce nettoyage, qu'il s'agisse de travaux de finition non réalisés dans les délais prescrits ou de travaux faisant suite à des réserves émises à la réception par la Maîtrise d'œuvre, l'entreprise fera procéder à un nouveau nettoyage des locaux concernés dont les frais seront supportés par l'entreprise défaillante ou par le compte prorata si celle-ci ne pouvait être définie précisément.

Dans le cas de non-respect des clauses qui précèdent, la Maîtrise d'Œuvre, le CSPS se réservent le droit de faire exécuter le nettoyage par une entreprise extérieure et ce aux frais des entreprises défaillantes si elles sont connues, ou dans le cadre du compte prorata dans le cas contraire, et ce, sans aucune forme de mise en demeure.

### **0.2.12. Documents photographiques**

Les titulaires fourniront au Maître d'œuvre, suivant ses indications, des clichés photographiques datés.

### 0.3. Prescriptions liées aux interventions dans bâtiment existant en site occupé

#### 0.3.1. Reconnaissance des existants

L'entreprise est réputé avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants et notamment, sans que cette liste soit limitative, qu'il a prit acte de :

- l'état général des existants et de leur degré de conservation;
- l'état de vétusté de certains éléments ou ouvrages
- la nature des matériaux constituant les existants;
- l'origine, la provenance et la nature des matériaux, matériels, équipements, produits et constituants devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché;
- les principes constructifs des existants et plus particulièrement des ossatures et structures porteuses;
- la nature, la constitution et l'état des planchers
- l'état de conservation ou de vétusté des charpentes et ouvrages similaires
- l'état de conservation et d'entretien des ouvrages destinés à assurer la sécurité des personnes;
- l'état de conservation et d'entretien des équipements techniques, installations sanitaires, électriques ou de chauffage
- et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux prévus au présent C.C.T.P. et leur coût.

Les offres des entreprises sont donc réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de ces reconnaissances et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires à une parfaite exécution de l'ouvrage, dans les termes de prix, délais et qualités demandés.

#### 0.3.2. Protection des existants

Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à réception, les entrepreneurs sont responsables de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres existants.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité de ses mises en œuvre.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés les travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers et du personnel de chantier, l'approvisionnement des matériaux, produits et composants et pour la sortie des gravois.

#### 0.3.3. Mesures conservatoires des ouvrages existants

L'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour protéger les accès, baliser le chantier et mettre en place les protections communes nécessaires en accord avec le Maître d'œuvre et le responsable de l'établissement, des locaux. Ces protections pourront être le cas échéant et sans que cela soit limitatif des platelages verticaux et horizontaux, des bâches de protection étanches ou non, des garde-gravois, des recouvrements par film polyane ou plastique, des écrans anti-poussières, des bourrelets de protection, des films verticaux collés et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires sans omettre la présence d'un extincteur en état de marche à proximité des bouteilles de gaz utilisées pour les soudures, etc....

Chaque entrepreneur devra d'autre part mettre en place ses propres protections nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Toutes ces protections seront efficaces et maintenues en bon état pendant toute la durée nécessaire.

Le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage se réserve le droit, dans le cas où ils jugeraient que les protections mises en place par l'entreprise sont insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires et de les confier le cas échéant à une tierce entreprise à la charge de l'entrepreneur défaillant.

En tout état de cause, les dispositions à prendre seront telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Les protections communes seront à la charge du compte commun des entreprises, à moins qu'une spécificité soit indiquée dans le présent C.C.T.P.

Lorsque cela sera nécessaire les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en moquette ou textile, ainsi que les parquets seront totalement recouverts par une protection efficace et non anti-rongeurs, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour les passages, l'approvisionnement ou la sortie des gravois.

Devront être aussi efficacement protégés le mobilier, les appareils et équipements de cuisine, de salle de bains, de bureau, laboratoires ou autres.

Enfin lors des travaux de démolition, l'entrepreneur prendra toutes dispositions et toutes mesures pour éviter la propagation de la poussière.

#### 0.3.4. Bruits de chantier

##### Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les entrepreneurs seront tenus à une obligation de résultat.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître de l'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires. En cas d'infractions, les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

##### Contrôles permanents dans les cas sensibles

Le chantier se trouvant dans un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier devra être permanent.

Il pourra être réalisé par la mise en place de capteurs qui vérifient en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

##### Sanctions

Des sanctions pourront être prises contre les entrepreneurs, fixées par le décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains.

Les sanctions pécuniaires seront entièrement à la charge de l'entrepreneur sanctionné.

Coûts

Les coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier restent à la charge de chaque entreprise et sont compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

**0.3.5. Dépose et démolitions – Matériels de récupération**

Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés. Ces travaux comprendront implicitement tous les travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descelllements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements seront, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

**0.3.6. Adaptation de l'entreprise**

Les bureaux, salles d'audiences et locaux divers resteront occupés pendant les travaux.

Afin de réduire au maximum la gêne causée aux occupants, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour lui permettre d'avoir une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées.

L'entreprise devra également tenir compte dans son offre qu'elle devra s'adapter :

- Aux périodes d'occupation des salles d'audiences,
- Aux vacations judiciaires

**0.3.7. Nuisances**

Les nuisances ressenties par les occupants sont essentiellement les suivantes :

- La détérioration des existants ;
- Le défaut de nettoyage journalier ;
- Les difficultés d'utilisation de certains locaux ;
- Le bruit ;
- Les poussières ;
- Les nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non-respect des horaires fixés, interruption, absence, nombre d'ouvriers irréguliers, etc....) ;
- Les perturbations de l'emploi du temps des occupants.

Afin de réduire ces nuisances inévitables, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions en ce qui concerne notamment :

- Le nombre d'ouvriers ;
- L'outillage, les appareils et machines utilisés ;
- Le mode d'exécution des travaux ;
- Les protections mises en place ;
- Les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements.

Compte tenu des conditions du chantier, l'entrepreneur veillera à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

**0.3.8. Sécurité des occupants**

Toutes les dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour garantir, dans tous les cas, la sécurité des occupants.

Les matériels et outillages, ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

Le passage sécurisé pour accéder aux bâtiments ainsi que les diverses barrières et protections seront à la charge du lot 01.

Les entreprises seront tenues de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement leur être imposées en cours de chantier.

D'autre part, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

**0.3.9. Electricité - Eau**

Les horaires de coupures indispensables à l'exécution des travaux seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

## **0.4. Conditions spécifiques**

### **0.4.1. Assurances**

Avant le démarrage des travaux, le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage et à l'architecte ses attestations d'assurances en vigueur (Assurance décennale, assurance de responsabilité civile...).

### **0.4.2. Sous-traitances**

Le titulaire devra constituer un dossier de demande de sous-traitance pour chacun des sous-traitants qui vont réaliser des prestations dans le cadre de son marché. Le dossier sera présenté à l'architecte pour avis préalable avant et de faire la demande d'agrément auprès du maître d'ouvrage.

### **0.4.3. Travaux en présence d'amiante**

En présence d'amiante l'entreprise titulaire du présent lot devra être titulaire de personnel SOUS NIVEAU 4 pour exercer des percements, et présenter leur mode opératoire en tenant compte de la présence d'amiante dans des ragréage de voiles béton et peinture en sous-face des tribunes (pour les percements de fixation : aspiration et ou capsule).

### **0.4.4. Respect du travail d'autrui**

Il importe que chaque Entreprise ait le souci constant du respect des travaux exécutés par les autres corps d'état.

Dans ce but, chacun doit s'abstenir de faire quoi que ce soit, qui, sous prétexte de simplifier sa tâche, dégrade ou salisse les ouvrages des autres corps d'état ou ne nuise à la solidité ou à la bonne finition de l'ensemble. Il sera veillé à l'observation de cette discipline nécessaire.

Les réparations ou remises en état qui seraient à faire à la suite de fautes de ce genre seront exécutées selon les ordres donnés par le Maître d'œuvre et donneront lieu à imputation au compte des Entreprises incriminées, et, dans le cas où le responsable ne pourrait être nettement déterminé, seront imputées à l'Entrepreneur qui a subi les dégâts.

### **0.4.5. Solutions provisoires palliatives**

Il importe que chaque entreprise réalise ses travaux dans le délai contraint prévu sur cette opération.

En cas de retard dans l'approvisionnement ou la fabrication d'éléments constitutifs du box, les entreprises devront apporter des solutions provisoires palliatives à leurs frais afin de garantir la réalisation du box dans son intégralité dans les délais.

La ou les prestations provisoires offriront les mêmes garanties de sécurisation que la prestation décrite au présent CCTP.



Atelier d'Architecture **Barré Charpentier**

**TRAVAUX DE RÉHABILITATION COMPLETE DU TUNNEL, SALLE DE  
CONVIVIALITÉ, WC DÉTENUS, BANCS ATTENTE DÉTENUS, BOX  
ENTRETIEN GEOLES, RÉAMÉNAGEMENT DE L'ACCUEIL DU P3  
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MARSEILLE  
13 006 MARSEILLE**

**MAITRE D'OUVRAGE**

MINISTERE DE LA JUSTICE  
Délégation Interrégionale du SG Sud Est – Département Immobilier  
350 Avenue du Club Hippique – CS 70456  
13 096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

**ARCHITECTES**

Atelier d'Architecture Barré Charpentier  
146 Boulevard du Sablier  
13 008 MARSEILLE  
Tél : 04 91 79 84 50  
barrecharpentier@architectes.org

PHASE	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>DCE</b>	<b>01</b>
Septembre 2025	G.O. / Maçonnerie / Second-œuvre / Peintures

DIFFUSION :		
	05/09/2025	Première diffusion

## **LOT 01 – Gros-œuvre / Maçonnerie / Second-œuvre / Peintures**

Toutes les dispositions précisées aux C.C.T.P. de chaque lot, ainsi que sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux qu'en ce qui concerne le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

### **1.1. Généralités**

#### **1.1.1. Document de référence**

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront notamment soumis aux prescriptions des textes suivants :

- Règles professionnelles.
- Documents du CSTB.
- Cahiers des prescriptions techniques.
- DTU / CCTG.
- Règles de calcul.
- Normes NF/EN.
- Directives européennes.
- La RT2020 par éléments
- Le lot 00 – Généralités opposables à tous les lots du présent document.

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc... connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Article 3.11 du CCAG

Les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au 45 de l'article 10.

#### **1.1.2. Réglementation concernant les matériaux**

##### Avis techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'« avis technique », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

##### Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un avis technique ni de procédure ATEX.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être délivrés par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc...

##### Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification AIMCC, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

##### Marquage européen

Directive 89/106/CEE du 21 Décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 Juillet 1993 transposée en France par le décret n°92-647 du 8 Juillet 1992, remanié par le décret n°95-1051 du 20 Septembre 1995.

Un « produit de construction » est défini comme suit par la directive : « tout produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil ».

#### **1.1.3. Prise de possession de lieux**

L'Entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de la signature du Marché.

L'Entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions notamment d'accès topographiques ou de situation.

Après signature du Marché, l'Entrepreneur ne pourra réclamer aucune plus-value pour sujétions particulières liées aux sites.

#### **1.1.4. Relevés sur place**

L'entrepreneur doit lors de l'exécution, le relevé sur place des côtes nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Les plans d'exécution ou de calepinage seront cotés avec le plus grand soin et devront nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Les calepins, les études de détails, notes de calculs et autres documents seront établis par les soins de l'entrepreneur du présent lot et soumis à l'approbation de l'architecte.

#### **1.1.5. Accès aux sites**

Le Titulaire prendra à sa charge toutes les démarches afin d'obtenir auprès du responsable des sites concernés, les autorisations d'accès pour son personnel et véhicules. Il prendra connaissance des itinéraires de circulation et des règlements en vigueur à l'intérieur des sites.

Dans tous les cas, le Titulaire pourra se voir interdire (ou reporté) l'accès de tout ou partie des installations à certaines heures, en raison de l'activité.

## 1.2. Installation de chantier / Etudes d'exécution / Gros-œuvre / Maçonneries

### 1.2.1. Installation de chantier suivant PGC établi par le CSPS

L'importance de ces installations sera prévue en fonction des travaux à réaliser, de leur durée et de la situation du chantier.

Ces installations seront à la charge de l'entreprise qui sera tenue d'en assurer la fourniture, la réalisation, l'entretien, la dépose, l'évacuation et la remise en état des lieux en fin de chantier. Elles devront satisfaire aux prescriptions du PGC.

Elles comprendront notamment :

- les panneaux réglementaires de chantier ;
- les panneaux de signalisation ;
- les clôtures et palissades ;
- les balisages intérieurs et extérieurs,
- les différentes protections ;
- les locaux de chantier (Salle de réunion / Vestiaire) ;
- les aires de fabrication, stockage, manutentions.
- Les escaliers d'accès et passerelles d'accès provisoires,

Cette liste n'est pas exhaustive.

Dès l'ouverture du chantier, l'entreprise assurera la protection et la signalisation du chantier conformément à la réglementation nationale, départementale ou locale en vigueur. Elle fera notamment poser le panneau de chantier réglementaire qui devra être agréé par le maître d'œuvre.

Il est d'usage de faire figurer sur ce panneau à caractère publicitaire les coordonnées des divers acteurs intervenant sur le chantier (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, techniciens, entreprises, etc...).

Pendant la période de préparation, l'entreprise titulaire du présent lot remettra au maître d'œuvre pour approbation, un plan d'installation du chantier et un planning de montage et de démontage des installations provisoires pour l'ensemble de la durée des travaux.

Sur ces plans, devront figurer :

- l'emplacement des stockages d'agréats,
- l'emplacement des grues et monte-matériaux s'il y a lieu,
- le baraquement de stockage du matériel et des matériaux,
- le bureau de chantier,
- les locaux pour le personnel,
- tous les détails non énumérés ci-dessus mais que les entreprises jugeraient bon d'ajouter pour la facilité de leur installation.

#### Sécurité des tiers

Toutes les mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers, particulièrement des personnes travaillant dans locaux.

L'entrepreneur ne pourra se refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes par le maître d'œuvre ; et dans ce cas, il ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour une protection parfaitement efficace.

Aucun dépôt de matériels ou matériaux et aucun atelier de chantier ne devront être établis à l'intérieur du bâtiment, sauf autorisation spéciale du maître d'œuvre.

Les abords du chantier ainsi que les aires utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement de gravois devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux.

Toutes dispositions devront être prises par l'entreprise à cet effet.

Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les entreprises.

Tous les échafaudages et moyens de levage doivent être inclus dans les prix unitaires

L'entreprise devra également mettre en œuvre tous les moyens et matériels pour isoler et entretenir les différentes zones d'intervention comprenant notamment :

- Isolation des zones d'interventions par cloisons provisoires, barrières héras, écran antipoussières ect...suivants demande du MOE.
- Nettoyage quotidien des zones d'intervention et des surfaces avoisinantes, y compris chargement et évacuation des produits,
- Entretien, déplacement, modification des parois de confinement en fonction de l'avancement des travaux,
- Maintien des accès,
- Dépose et remise en état en fin d'intervention, à l'identique de l'état existant avant travaux.

La réparation des dégâts causés éventuellement au bâtiment par manque de protection sera due par l'entreprise.

L'entreprise doit prévoir la fourniture et mise en œuvre d'un accès provisoire à la toiture terrasse pendant les travaux de réfection de la couverture et les travaux de serrurerie liés à celle-ci.

La totalité des zones de chantier devront être clôturées.

Les cheminements piétons seront matérialisés physiquement.

L'attention de l'entrepreneur titulaire du lot est attirée sur le fait qu'il doit pour l'emplacement des cantonnements respecter rigoureusement les directives du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS, et qu'il ne peut élever aucune réclamation pour les dépenses entraînées par le déplacement de ces installations.

Toutes les installations de chantier, clôtures provisoires, baraquements, cantonnements, panneaux de chantier, et ouvrages provisoires d'une manière générale, seront déposés, démontés, démolis et évacués par l'entrepreneur titulaire du lot en fin de chantier à la demande de la maîtrise d'œuvre.

Taxes et contraintes de voiries comprenant les autorisations, l'affichage et les enregistrements.

Les démarches éventuelles auprès des concessionnaires pour la protection ou le dévoiement des réseaux existants dans l'emprise du chantier sont à charge du présent lot.



**Clôtures de chantier type HERAS 2.00m Ht**

Toutes les clôtures de chantier seront réalisées en grillage métallique rigide type HERAS ou équivalent sur 2,00m de hauteur avec ossature métallique appropriée fixée dans des plots béton préfabriqués amovibles.

Sujétion de déplacement suivant avancement du chantier.

Dépose et enlèvement en fin de chantier.

**Etalements**

L'entreprise aura à sa charge tous les étalements nécessaires à la réalisation de ses travaux et à la mise en sécurité des existants à partir de l'Ordre de Service.

Les étalements devront assurer à toutes les phases du chantier la stabilité des ouvrages existants.

Les prescriptions concernant les étalements dans la description des ouvrages ne sont pas limitatives.

La pose d'étais pourra être effectuée sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Le choix des étais et les phasages de mise en œuvre font partie de la méthodologie à définir par l'entreprise.

**Isolement / Confinement des zones d'intervention / Barrière antipoussière**

La prestation concerne les moyens et matériels à mettre en œuvre pour isoler hermétiquement et entretenir les différentes zones d'intervention. Les zones non concernées par les travaux devront être protégées de la poussière par la mise en œuvre de bâches de protection antipoussière avec fermeture étanches fixée sur étais telescopiques adaptés à la configuration des lieux.

**Panneaux de chantier**

La prestation concerne la fourniture et mise en place de panneaux de chantier de dimensions 1m00 x 2m00ht selon plan fourni par le Maître d'ouvrage, aussitôt la signature des marchés, sur emplacement indiqué par le Maître d'Œuvre, compris peinture et texte indiquant l'intitulé de l'opération, le Maître d'Ouvrage, le Concepteur, et les différents intervenants, y compris la dépose du panneau de chantier après la réception des travaux.

**Cylindre de chantier**

La prestation concerne la fourniture et mise en place d'un cylindre provisoire de chantier à mettre en œuvre sur la porte d'accès à l'escalier menant aux géoles.

**1.2.2. Etudes d'exécution**

Les études d'exécution consistent en l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier.

Les plans d'exécution consistent en la production des plans de chantier comprenant les plans d'atelier, de montage et de mise en œuvre nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Les spécifications à l'usage du chantier consistent en la production de tous les calculs, notes et justifications nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Ces documents :

- Respectent les principes et les définitions des documents du dossier.
- Font apparaître les tracés régulateurs, les axes et files du projet ainsi que la position avec cotes et angles des ouvrages par rapport à ces tracés, axes et files.
- Sont cotés avec le plus grand soin.
- Comprennent tous les détails à grande échelle, demandés par le maître d'œuvre.
- Sont complétés minutieusement des renseignements particuliers à l'ouvrage.
- Font apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent.
- Sont accompagnés des notes de calcul correspondantes.

**1.2.3. Démolitions d'ouvrages de maçonneries et de second-œuvre**

La prestation concerne les travaux de dépose et démolitions à réaliser à l'intérieur des locaux en vue du réaménagement projeté des locaux.

La dépose et les démolitions seront réalisées pour permettre la réalisation du projet tel que défini dans les pièces graphiques et écrites du dossier.

Ces travaux comprennent notamment sans que cette liste soit exhaustive :

- Les démolitions de maçonneries de toute nature comprenant, le pré-découpage avant démolition, la démolition complète et les renforts et protections provisoires au droit des existants,
- Les démolitions et déposes de tous types de cloisons avec descellement et dépose de blocs-portes, habillages divers, plinthes, faïences et autres revêtements muraux associés,
- Les démolitions et déposes de tous types de gaines, coffres et soffites non conservés y compris grilles et accessoires divers,
- Les démolitions et déposes de revêtement de type carrelage y compris chape et plinthes.,
- Les démolitions et dépose de revêtement mural de type faïence y compris colle,
- Les déposes soignées de blocs-portes sur maçonneries existantes conservées, y compris accessoires et équipements associés, le démontage ou le descellement des cadres, le bouchement des trous et raccords ciment, la protection et l'évacuation,
- Les déposes de faux-plafonds de toutes natures et pour toutes hauteurs, y compris les ossatures primaires et secondaires, les matelas d'isolants sur faux plafonds et l'ensemble des appareils d'éclairage avec filerie incorporés dans les faux plafonds, les couvre-joints en bois,
- Les déposes d'équipements et accessoires divers,
- Les déposes de revêtements de sols souples de toutes natures y compris accessoires associés, grattage et grenailage de colle, ponçage si nécessaire afin de laisser de sol plan et rebouchage au mortier spécial des trous et réservations non utilisées, sondage général du support existant, dépose des carreaux sonnant creux, reconstitution du support avec un mortier spécial apte à recevoir un nouveau revêtement de sol,
- La dépose de banques d'accueil, mobiliers et accessoires associés,
- Manutention, chargement, évacuation et transport à la décharge, y compris droit de décharge.

Les travaux de démolition seront réalisés par tous moyens adaptés, comprenant la protection, les étalements nécessaires, les calfeutres anti-poussières, ...

Tous travaux d'étalement, de descente, sortie et évacuation des produits inclus dans la présente prestation.

Protection d'ouvrages et d'équipements existants, par tous moyens adaptés des ouvrages ou équipement existants et conservés en place. La reprise des ouvrages déposés par bouchages propres de trous ou dégâts occasionnés par la prestation est également à la charge du présent article.

L'entreprise devra livrer un état de surface lisse prêt à la mise en œuvre du nouveau revêtement (Faïence – Peinture – Toile de verre etc...). Elle aura donc à sa charge toutes les reprises nécessaires pour le parfait achèvement des ouvrages.

*Localisation : ensembles des zones d'intervention*

*Suivant plans architectes*

#### **1.2.4. Réalisation d'une chape allégée à la chaux dans le tunnel**

La prestation concerne la réalisation d'une chape en béton allégé à la chaux hydraulique naturelle (NHL) de chez Saint-Astier ou équivalent destinée à la régularisation des sols du tunnel et des caves adjacentes présentant une différence de niveau et soumise à des conditions d'humidité.

Le béton allégé à la chaux sera réalisé conformément aux recommandations du fabricant.

##### Préparation du support :

- Préparation du support conforme aux préconisations du fabricant
- Nettoyage complet du support existant et élimination des parties friables.
- Humidification préalable du fond de forme sans excès d'eau libre.

##### Mise en place :

- Coulage du béton allégé à la chaux en une seule passe sur l'ensemble de la surface à traiter.
- Épaisseur moyenne : 10 cm (minimum 6 cm).

##### Régilage et talochage soigné à la règle.

- Compactage : léger damage manuel afin d'assurer la cohésion sans tasser les granulats allégés.
- Cure : protection de la chape contre les courants d'air et dessèchements rapides pendant au moins 7 jours.

Délai de séchage avant revêtement : environ 1 semaine par cm d'épaisseur

Toute finition devra être compatible avec le caractère respirant de la chape.

Les revêtements étanches sont proscrits.

L'entreprise devra vérifier l'épaisseur de mise en œuvre, contrôler la planéité et l'absence de fissuration anormale et s'assurer de la cohésion après séchage.

*Localisation : Tunnel / Caves*

*Suivant plans architectes*

#### **1.2.5. Murs en aggloméré de béton pour bouchage de passages**

La prestation concerne la réalisation de murs en aggloméré de béton (parpaings) destinés au rebouchage de passages existants.

Mis en œuvre de blocs en agglomérés creux de béton courant, dimensions usuelles 20 x 20 x 50 cm conformes à la norme NF

Mortier de montage au ciment dosé à 350 kg/m³, sable 0/4, eau propre.

Finitions avec joints pleins, arasés et serrés, surface prête à recevoir un enduit ou un autre revêtement

##### Mise en œuvre

Les murs seront implantés, réglés et montés au cordeau.

Montage des parpaings à joints croisés, avec remplissage complet des joints horizontaux et verticaux.

Liaisonnement des nouvelles maçonneries aux ouvrages existants par piquage et croisement de joints ou par scellement mécanique (agrafes ou fers scellés).

##### Conditions particulières

Épaisseur des murs : 20 cm

Protection des ouvrages

Nettoyage des abords après travaux.

*Localisation : Tunnel / Caves*

*Suivant plans architectes*

#### **1.2.6. Caniveaux béton avec grilles caillebotis**

La prestation concerne la fourniture et pose de caniveaux en béton préfabriqué destinés à la collecte et au guidage des eaux de ruissellement dans le tunnel, avec grilles caillebotis de recouvrement.

Caniveaux en béton préfabriqué, section et résistance adaptées aux charges d'exploitation du local, conformes à la norme NF.

Grilles de recouvrement en acier galvanisé type caillebotis, classe de résistance adaptée au trafic à emboîtement ou fixation mécanique sur les caniveaux.

Compris accessoires de raccordement et sécurisation et d'étanchéité.

##### Mise en œuvre

Les fonds de forme seront préparés, réglés et compactés avant pose.

Les caniveaux seront posés de niveau et calés sur un lit de mortier ou de béton selon prescriptions du fabricant.

Les éléments seront assemblés bout à bout, avec jointoiement étanche.

Les grilles caillebotis seront posées et fixées mécaniquement sur les caniveaux conformément aux instructions du fabricant.

Les pentes nécessaires seront respectées pour assurer l'écoulement gravitaire des eaux vers les exutoires prévus.

Conditions particulières

Le dimensionnement des caniveaux et des grilles sera adapté au débit estimé des eaux de ruissellement.  
La mise en œuvre devra assurer une parfaite continuité hydraulique et éviter tout désaffleurement des grilles en surface.  
Les ouvrages seront protégés contre toute détérioration.

*Localisation : Tunnel / Caves*

*Suivant plans architectes*

**1.2.7. Passivation des aciers corrodés en sous-face du plafond du tunnel, réfection localisée des bétons et étanchéité des scellements du portail et des fourreaux**

La prestation concerne les travaux de passivation des aciers corrodés en sous-face du plafond du tunnel, comprenant l'ouverture locale des bétons pour accéder aux armatures, la réfection des zones dégradées, ainsi que l'étanchéité des scellements du portail et des fourreaux techniques situés à proximité.

Produits de passivation spécifiques pour aciers corrodés, compatibles avec supports béton.

Mortiers de réparation à base de liant hydraulique modifié ou résine, adaptés aux environnements humides.

Produits d'étanchéité souples (mastic polyuréthane, résine hydrofuge) pour scellements et fourreaux.

Mise en œuvre

Ouverture localisée du béton en sous-face afin de mettre à jour les aciers corrodés.

Brossage et décapage des aciers friables jusqu'au métal sain.

Application d'un produit de passivation anticorrosion sur les armatures mises à nu.

Reconstitution des zones ouvertes au moyen d'un mortier de réparation adapté.

Dégagement, nettoyage et séchage des pieds de portail et des fourreaux.

Application d'un système d'étanchéité adapté sur les scellements et les fourreaux pour empêcher les infiltrations.

Conditions particulières

La passivation et les réparations devront être effectuées selon les prescriptions des fabricants de produits.

L'étanchéité devra assurer la protection durable des ancrages et fourreaux contre les infiltrations.

Nettoyage du chantier et protection des ouvrages environnants après travaux.

*Localisation : Tunnel / Caves*

*Suivant plans architectes*

**1.2.8. Scellement d'un anneau métallique dans paillasse béton existante du box entretien**

Fourniture et mise en place d'un anneau métallique scellé dans la paillasse béton existante du box d'entretien, destiné à l'arrimage des menottes des détenus, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Anneau métallique en acier galvanisé ou inox haute résistance, diamètre et section adaptés à l'usage de sécurité.

Produits de scellement à base de mortier de résine ou mortier hydraulique à prise rapide, compatibles avec support béton existant.

Accessoires de fixation ou platines selon prescriptions du fabricant.

Mise en œuvre

Repérage de l'emplacement de l'anneau et traçage sur la paillasse béton.

Forage du béton aux dimensions adaptées à l'ancrage.

Nettoyage soigneux du trou de scellement (soufflage, dépoussiérage).

Mise en place du produit de scellement et insertion de l'anneau métallique.

Respect du temps de prise avant mise en charge, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Conditions particulières

L'ancrage devra présenter une résistance mécanique suffisante pour garantir la sécurité de l'usage pénitentiaire, résistant à l'arrachement et aux efforts de traction liés à l'arrimage des détenus.

La mise en œuvre sera conforme aux prescriptions du fabricant du produit de scellement.

Nettoyage et remise en état du box après travaux, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

*Localisation : box entretien dans les geôles*

*Suivant plans architectes*

**1.3. Cloisons en plaques de plâtre / Faux-plafonds**

Les ouvrages devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables. Ils seront notamment soumis aux prescriptions des textes suivants :

- Règles professionnelles.
- Documents du CSTB.
- Cahiers des prescriptions techniques.
- DTU / CCTG.
- Règles de calcul.
- Normes NF/EN.
- Directives européennes.

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc... connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes.

Les cloisonnements seront réalisés en cloisons sèches semi-préfabriquées, constituées par des plaques de parement en plâtre montées sur une ossature métallique adaptée avec vide d'air ou incorporation d'isolant phonique en fonction de la position des cloisons et du degré d'isolation phonique exigé.

Seront dus :

- Les rails spéciaux de liaisons contre sol, plafond et murs,
- Dans les pièces sèches, mise en place d'un polyane sous les rails des cloisons et remontant de part et d'autre de la cloison jusqu'à 2cm plus haut que le niveau du sol fini. Dans les pièces humides, réalisation d'un joint central en mousse en complément du polyane sous les rails des cloisons.
- La mise en place d'une bande résiliente sous les rails des cloisons de la salle sourde de type Wattelez ou équivalent.
- Les montants intermédiaires U ou I de section adaptée avec assemblages et lumières,
- Les traitements des joints et angles,
- Bandes armées aux angles saillants,
- La collaboration aux entreprises chargées des lots Electricité, Plomberie/Sanitaire et Chauffage/Climatisation/Ventilation, notamment pour obtenir des percements, encastrements et scellements de bonne qualité avec renforts,
- L'application directe d'une peinture devra être possible.
- Les supports pour appareils sanitaires ou autres
- Les gaines et soffites pour les besoins des lots techniques. Ces encoffrements seront en plaque de plâtre fixées sur une ossature métallique ossature en acier galvanisé comprenant 1 plaque de plâtre de BA13 Hydrofuge pour les canalisations et 1 plaque de plâtre de BA13 Placoflam pour les gaines de ventilation et de réseaux
- La pose l'incorporation des bâtis de menuiseries intérieures dans les cloisons avec calfeutrement des cadres par joint acrylique.

L'entrepreneur apportera un soin tout particulier au traitement des joints. Avant le traitement proprement dit, il sera procédé au garnissage entre plaques accidentellement non jointives et aux rebouchages divers à l'aide de produits adaptés. La dissimulation des joints entre plaques à bords amincis sera exécutée comme suit :

- collage et serrage de la bande à l'aide de l'enduit correspondant,
- remplissage de l'aminci à l'aide du même produit arasé au niveau du parement des plaques,
- lissage du joint par une ou deux couches successives d'enduit.

Le même traitement sera exigé pour les angles rentrants et saillants, mais ces derniers seront protégés par des cornières spécialement prévues à cet effet. Les bords non revêtus (abouts de plaques, coupes, etc ...) seront également traités suivant le même principe, en élargissant l'application des couches successives d'enduit.

**Dans le bâtiment P3, un plancher chauffant est présent, en conséquence, toute opération de percement ou de fixation au sol devra impérativement être vérifiée et validée afin d'éviter tout risque de détérioration du réseau de chauffage**

### 1.3.1. Cloison en plaque de plâtre sur ossature EI60

Réalisation de cloisons non porteuses en plaques de plâtres cartonnées sur ossature métallique adaptée à la destination des locaux et à la hauteur.

Mise en œuvre suivant prescriptions du DTU 25.41 et recommandations du fabricant.

Les cloisons devront assurer un degré coupe-feu de 1h

Indice d'affaiblissement acoustique minimal de 48 dB(A).

Les parements seront à minima composées de 4 plaques de plâtre type BA 13, 2 par faces.

Les plaques seront vissées sur des rails métalliques en acier galvanisé horizontaux et sur des montants verticaux toute hauteur entre dalles ou planchers. Fixation par vis invisibles autoforeuses tête trompette.

Isolant phonique par laine de roche de 45mm.

Protection des angles saillants par des équerres métalliques galvanisées.

Façon de joints entre panneaux par bande et enduit spécial 2 passes (finitions suivant type de revêtement à réceptionner avec le peintre).

Compris :

- Pose et incorporation d'huissieries de portes, banques d'accueil et couloir de sureté.
- Repérage des boîtes électriques, sorties des attentes et encastrement éventuel de canalisations existantes,
- Renforts au droit des équipement sanitaires,
- Fourniture et mise en place de U plastique en pied des cloisons,
- Mise en place de plaques hydrofuges dans les pièces humides,
- Calfeutrement,
- La réalisation des joints autour des menuiseries intérieures.

Hauteur des cloisons :

Les cloisons seront montées toute hauteur, compris façon de découpes au droit des éléments de structure, des réseaux existants, arasement et calfeutrement étanche au droit des découpes et entre tête des cloisons et sous-face de plancher.

Compris tous détails de liaison et de réglage, découpes, joints, façon de cintrage, manutention, garnissages, calfeutrement, échafaudage ou platelage de travail, protections, nettoyage, tous détails et sujétions pour une parfaite et complète réalisation.

*Localisation : Local entretien / WC détenus / Entrée / Hall / Local / Accueil général*

*Suivant plans architectes*

### 1.3.2. Contre-cloison EI60

Réalisation de contre-cloisons en plaques de plâtres cartonnées sur ossature métallique adaptée à la destination des locaux et à la hauteur.

Mise en œuvre suivant prescriptions du DTU 25.41 et recommandations du fabricant

Résistance au feu totale de la paroi (Cloison existante + contre-cloison à créer ) 1H

Parement composé de 1 plaque de plâtre BA18 ou équivalent.

Les plaques seront vissées sur des rails métalliques en acier galvanisé horizontaux et sur des montants verticaux toute hauteur entre dalles ou planchers. Fixation par vis invisibles autoforeuses tête trompette.

Façon de joints entre panneaux par bande et enduit spécial 2 passes (finitions suivant type de revêtement à réceptionner avec le peintre).

Compris :

- Dépose/reposes des appareillages électriques de toutes natures (Prises, goulottes ect...) et adaptation si nécessaire de ces équipements et de leurs câblages.
- Calfeutrements,
- La réalisation des joints autour des menuiseries intérieures.

Les cloisons seront montées toute hauteur, compris façon de découpes au droit des éléments de structure, des réseaux existants, arasement et calfeutrement étanche au droit des découpes et entre tête des cloisons et sous-face de plancher.

A la liaison avec le plancher haut le degré CF devra être reconstitué après intervention.

Compris tous détails de liaison et de réglage, découpes, joints, façon de cintrage, manutention, garnissages, calfeutrements, échafaudage ou platelage de travail, protections, nettoyage, tous détails et sujétions pour une parfaite et complète réalisation.

*Localisation : WC détenus*

*Suivant plans architectes*

### **1.3.3. Faux plafond en plaques de plâtre sur ossature métallique**

Fourniture et pose d'un faux plafond constitué de plaques de plâtre BA18 vissées sur une ossature métallique suspendue, y compris accessoires, suspentes et finitions.

Ossature métallique en acier galvanisé composée de rails, fourrures et suspentes conformes aux prescriptions du fabricant.

Visserie, bandes à joints, enduits de finition, cornières périphériques et accessoires divers.

#### Mise en œuvre

Implantation et pose des cornières périphériques fixées mécaniquement aux parois.

Mise en place de l'ossature métallique suspendue par suspentes, réglée de niveau.

Vissage des plaques BA18 sur l'ossature en respectant les entraxes prescrits.

Traitement des joints par bande armée et enduit, finition prête à peindre.

Respect des prescriptions du DTU 25.41 et des recommandations des fabricants.

#### Conditions particulières

Le plafond devra être plan, rigide et sans déformation visible.

Protection des ouvrages environnants et nettoyage complet du chantier après travaux.

*Localisation : Local entretien / WC détenus*

*Suivant plans architectes*

### **1.3.4. Faux plafond en dalles pleines démontables**

La prestation concerne la fourniture et la pose d'un faux plafond démontable constitué exclusivement de dalles pleines, y compris ossature métallique, accessoires de suspension et raccords nécessaires à la bonne tenue de l'ouvrage.

Dalles pleines en fibres minérales ou équivalent, dimensions standard 600 x 600 mm, finition lisse.

Les dalles devront présenter une bonne stabilité dimensionnelle et être conformes aux normes en vigueur.

Ossature apparente en profilés métalliques galvanisés, conformes aux normes en vigueur.

Suspentes, cornières périphériques et accessoires divers fournis par le fabricant du système.

#### Mise en œuvre

L'implantation et la pose des cornières périphériques seront réalisées par scellement ou fixation mécanique aux parois. L'ossature principale et secondaire sera réglée de niveau et fixée par suspentes adaptées. Toutefois, le faux plafond ne pouvant pas être suspendu directement à l'ossature principale du bâtiment, il sera réalisé une structure complémentaire porteuse, dimensionnée et mise en place par l'entreprise, permettant la fixation sécurisée de l'ossature du plafond.

Pose des dalles pleines selon calepinage validé par l'architecte.

Réalisation en périphérie d'une joue de rive en retombée constituée de plaques de plâtre vissées sur ossature métallique complémentaire, avec traitement des joints (bande + enduit).

Respect des alignements, du niveau et des tolérances de planéité.

#### Conditions particulières

L'ensemble du système de plafond devra être démontable pour permettre l'accès aux réseaux et équipements en plénum.

Les matériaux devront répondre aux exigences de réaction au feu adaptées au local.

Nettoyage du chantier et remise en état des abords après travaux.

*Localisation : Accueil / Local bureau*

*Suivant plans architectes*

### **1.3.5. Faux plafond combinant dalles pleines et dalles grilles de ventilation**

La prestation concerne la fourniture et la pose d'un faux plafond démontable constitué d'un ensemble de dalles pleines et de dalles grilles de ventilation, y compris ossature métallique, accessoires de suspension et raccords nécessaires à la bonne tenue de l'ouvrage.

Dalles pleines en fibres minérales ou équivalent, dimensions standard 600 x 600 mm, finition lisse.

Les dalles devront présenter une bonne stabilité dimensionnelle et être résistantes aux milieux peu ventilés et humides, sans déformation ni moisissure.

Dalles grilles de ventilation en acier galvanisé ou aluminium, finition thermolaquée, dimensions identiques aux dalles pleines pour interchangeabilité.

Ossature apparente en profilés métalliques galvanisés, conformes aux normes en vigueur.  
Suspentes, cornières périphériques et accessoires divers fournis par le fabricant du système.

#### Mise en œuvre

Implantation et mise en place des cornières périphériques scellées ou fixées mécaniquement aux parois.

Mise en place de l'ossature principale et secondaire, réglée de niveau et fixée par suspentes adaptées au support existant. Pose alternée des dalles pleines et des dalles grilles de ventilation selon plans et dispositions prévues.

Réalisation en périphérie d'une joue de rive en retombée constituée de plaques de plâtre vissées sur ossature métallique complémentaire, avec traitement des joints (bande + enduit).

Respect des alignements, du niveau et des tolérances de planéité. Les dalles grilles seront disposées en cohérence avec les réseaux de ventilation existants ou prévus.

#### Conditions particulières

L'ensemble du système de plafond devra être démontable pour permettre l'accès aux réseaux et équipements en plénum.

Les matériaux devront répondre aux exigences de réaction au feu adaptées au local.

Nettoyage du chantier et remise en état des abords après travaux.

*Localisation : cage d'escalier*

Suivant plans architectes

## **1.4. Faïence**

Les ouvrages répondront aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables. Ils seront notamment soumis aux prescriptions des textes suivants :

- Règles professionnelles.
- Documents du CSTB.
- Cahiers des prescriptions techniques.
- DTU / CCTG.
- Règles de calcul.
- Normes NF/EN.
- Directives européennes.

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc... connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes.

L'entrepreneur aura à sa charge :

- la préparation soignée des supports ;
- les fournitures et main d'œuvre nécessaires à la pose des revêtements de sols et des ouvrages annexes, y compris toutes les sujétions de transport, manutentions, stockage, etc...
- les dispositions pour condamner l'accès des locaux traités durant le temps d'exécution et la protection de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux ;
- les sujétions d'appareillage de couleurs et tracés, ainsi que d'exécution de petites surfaces ;
- les raccords après passage des autres corps d'état ;
- le nettoyage complet en cours et après exécution des travaux.
- Les teintes seront choisies par le maître d'œuvre. Afin de vérifier la concordance entre les palettes et les produits, tous les tons seront échantillonnés par l'entrepreneur et soumis à l'approbation du maître d'œuvre.
- Dans un même local, il ne sera pas toléré de tonalités ou de lots de fabrication différents. Le titulaire du présent lot devra donc s'assurer que les revêtements employés sont de couleur et de classement identiques.
- Les revêtements finis devront présenter un aspect net et parfaitement fini, sans aucune tache ni salissure, de couleur et de ton uniformes et réguliers.
- En ce qui concerne la planéité, les tolérances admises sont celles précisées par les DTU.
- Toutes les parties de revêtements accusant des défauts supérieurs aux tolérances admises, joints ouverts, coupes et ajustages mal réalisés, etc... seront refusés, déposés et refaits par l'entrepreneur à ses frais.

Lors de la réception, le contrôle portera particulièrement sur :

- la planéité ;
- les niveaux et aplombs ;
- les rejointoiements ;
- la conformité des produits aux exigences de qualité et d'aspect ;
- la conformité des teintes demandées.

### **1.4.1. Faïence murale au-dessus de la kitchenette dans la salle de convivialité**

La prestation concerne la fourniture et pose d'un revêtement mural en faïence au-dessus du plan de travail de la kitchenette dans la salle de convivialité, comprenant préparation du support, collage et jointoiement.

Carreaux de faïence de marque Marazzi série SistemC - Citta ou équivalent.

3 Formats au choix du maître d'œuvre dans la série du fabricant.

Colle à carrelage de type mortier-colle adaptée aux locaux humides.

Joints hydrofuges de largeur régulière (2 à 3 mm), teinte à définir par le maître d'œuvre.

Profilés de finition aluminium aux extrémités et angles.

#### Mise en œuvre

Les supports seront sains, plans, propres et secs avant collage.

Les carreaux seront posés à joints réguliers, parfaitement alignés, avec respect des aplombs et niveaux.

Les découpes seront nettes et limitées aux zones nécessaires (angles, prises électriques, extrémités).  
Après séchage de la colle, réalisation des joints hydrofuges avec lissage soigné.  
Nettoyage soigné des carreaux et élimination des traces de mortier ou de joint après exécution.

Conditions particulières

La hauteur de faïence sera définie sur site en fonction des plans et des besoins de protection du mur.  
La pose devra être conforme aux prescriptions du fabricant des carreaux et de la colle.  
Protection des éléments de cuisine et remise en état des abords après travaux.

*Localisation : salle de convivialité  
Suivant plans architectes*

## 1.5. Menuiseries bois

Les ouvrages répondront aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables. Ils seront notamment soumis aux prescriptions des textes suivants :

- Règles professionnelles.
- Documents du CSTB.
- Cahiers des prescriptions techniques.
- DTU / CCTG.
- Règles de calcul.
- Normes NF/EN.
- Directives européennes.

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc... connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes.

**Dans le bâtiment P3, un plancher chauffant est présent, en conséquence, toute opération de percement ou de fixation au sol devra impérativement être vérifiée et validée afin d'éviter tout risque de détérioration du réseau de chauffage**

### 1.5.1. Pose seule de blocs-portes bois fournis par le lot menuiserie bois

Pose des blocs-portes dans les cloisons de distribution en plaques de plâtre sur ossature métallique type 98/48, y compris renforts et accessoires nécessaires à la stabilité et au bon fonctionnement des menuiseries.

Blocs-portes bois ou stratifiés fournis par le lot menuiserie bois.

Compris :

- Ossature métallique complémentaire en rails et montants renforcés au droit des blocs-portes, de type 98/48, doublés si nécessaire,
- Renforts en bois dur ou métal intégrés à l'ossature pour fixation des huisseries,
- Produits de calage, fixations mécaniques, mousses ou mastics adaptés.
- Sur le pourtour des menuiseries intérieures les joints seront traités à la pompe acrylique.

Mise en œuvre

Les réservations dans les cloisons seront réalisées aux dimensions prévues par le fabricant des blocs-portes.

Les ossatures métalliques seront doublées et raidies pour reprendre les efforts liés à la porte.

Les huisseries seront posées d'aplomb, de niveau et fixées mécaniquement dans les renforts prévus.

Les joints périphériques seront traités avec soin, continuité de l'isolant et calfeutrement assurés.

Les ouvrants seront réglés pour un fonctionnement correct, sans frottement, avec jeu adapté.

Conditions particulières

La pose sera conforme au DTU 25.41 (cloisons) et au DTU 36.1 (menuiseries intérieures).

Le prix comprendra la fourniture et la mise en place des renforts nécessaires pour blocs-portes (huisseries, châssis vitrés, éléments techniques).

Protection des blocs-portes pendant toute la durée du chantier jusqu'à la réception.

*Localisation : Local entretien / WC détenus  
Suivant plans architectes*

## 1.6. Enduits & Peintures

Les travaux comprennent la totalité des ouvrages énumérés ci-après, ainsi que tous ceux nécessaires à l'exécution des travaux décrits, même s'ils ne sont pas explicitement définis, l'entrepreneur devant, de par ses connaissances professionnelles, suppléer aux détails pouvant être omis. Afin d'éviter toute contestation en cours de chantier, il est rappelé que les entreprises devront effectuer une visite approfondie pour reconnaître les lieux, la nature et l'importance des travaux à réaliser.

Les travaux de peinture seront exécutés conformément aux prescriptions des Documents Techniques Unifiés, règlements, spécifications régissant ces travaux ainsi que toutes normes, règles, et décrets en vigueur, et notamment au D.T.U 59.1.

L'ensemble des produits, procédés ou matériaux sera conforme aux normes NF correspondantes et mise en œuvre selon les DTU en vigueur.

A défaut, ils posséderont un avis technique en cours de validité ou disposeront d'un ATEX du CSTB.

Tous les produits et matériaux utilisés par l'entrepreneur du présent lot devront être rigoureusement compatibles :

- Entre eux,
- Avec les supports,
- Et d'une façon générale, avec tous les matériaux avec lesquels ils seront susceptibles d'être en contact.

Au cas où le Maître d'Œuvre aurait prescrit dans les documents d'appel d'offres l'utilisation de matériaux incompatibles, l'entrepreneur devra obligatoirement le signaler à l'appui de son offre et proposera soit le changement des matériaux incriminés, soit des produits ou accessoires permettant de remédier à des désordres éventuels.

#### Préparation des supports

La mise en peinture des supports à base de plâtre ne peut être exécutée que s'ils satisfassent aux tolérances de planéité et aux caractéristiques d'aspect minimales définies par les NF DTU traitant de ces ouvrages.

D'une manière générale, l'état de surface du parement doit être tel qu'il permette l'application des revêtements de finition sans autres travaux préparatoires que ceux normalement admis pour le type de finition considéré. De plus, le support ne doit pas présenter de :

- Tâches d'humidité ni de moisissures ni souillures biologiques
- Pulvérulence ni d'efflorescences ou salpêtre,
- Tâches de bistre, taches d'huile ou de graisse,
- Tâches diverses provenant de structures bois ou métalliques contiguës ou sous-jacentes,
- Inscriptions (trait à l'encre ou crayon gras, graffiti).

#### Enlèvement des poussières

L'enlèvement des poussières est obligatoire avant l'exécution d'un enduit et l'application de toute couche de peinture.

#### Traitement des pièces métalliques

Toutes les pièces métalliques avant pose, subiront les opérations suivantes :

- A - le nettoyage de toutes traces de chantier (ciment, couleur, etc....)
- B - grattage de la rouille, décalaminage et dégraissage des métaux ferreux,
- C - application d'une couche de peinture de protection,
- D - dépose et repose des convecteurs par le lot plomberie.

#### Couche d'impression

Lorsque l'ensemble du travail comporte une couche d'impression, le rebouchage sera exécuté après l'application de celle-ci, sur tous les défauts, petites cavités, fentes, etc...

#### Ponçage des enduits

Le ponçage des enduits sera particulièrement soigné. Tous les supports recevront une préparation compatible avec leur revêtement.

Aucune couche ne devra être appliquée sans que la précédente n'ait été dûment reconnue par les Architectes.

Pour permettre un contrôle rigoureux, chaque couche aura une tonalité légèrement différente de celle qui l'aura précédée et de celle qui la suivra.

#### Inscriptions et repérages propres au chantier

Les traits de niveaux sur murs et cloisons, les tracés en plafonds, etc. Devront être rigoureusement effacés de manière à ne pas réapparaître.

#### Emploi du rouleau et du pistolet

L'emploi du rouleau et du pistolet est strictement interdit pour toutes finitions à film lisse.

#### Sujétions d'exécution

L'entrepreneur du présent lot devra comprendre dans son prix global et forfaitaire, la peinture des chambranles, calfeutrements et champs des portes, sans que cela soit répété dans les différents articles.

Il devra également et sans supplément de prix, l'application de teintes différentes suivant le calepinage de l'architecte.

#### Réception des supports

L'entrepreneur du présent lot devra, avant tout commencement des travaux, sur murs et plafonds, réceptionner les supports qui lui seront livrés par les entreprises de Gros-œuvre, de Plâtrerie, de Menuiserie intérieure et de Charpente.

Le simple fait d'avoir commencé ses travaux, signifiera qu'il accepte les supports livrés et de ce fait ne pourra à aucun moment revenir sur le caractère global et forfaitaire convenu de son marché.

#### Examen des supports

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur procédera à un examen des subjectiles tant pour en tirer tous renseignements utiles, que pour vérifier leur état (par exemple : alcalinité, humidité, ou de tout autre particularité des subjectiles).

#### Réception des supports à l'avancement des travaux

L'entrepreneur de peinture ou son représentant, réceptionnera les supports au fur et à mesure de l'avancement des travaux et sans attendre l'intervention de ses équipes, telle qu'elle est prévue au planning, ceci afin de permettre à l'entreprise de gros œuvre, d'apporter avec un délai d'exécution suffisant, les rectifications jugées nécessaires.

#### Observation concernant l'état des surfaces

Aucune observation concernant l'état des surfaces à peindre ne sera admise à partir du commencement des travaux de peinture correspondants, tout commencement de l'application impliquant l'acceptation des supports.

#### Réfection de supports

De même, toute réfection d'un support qui n'aurait pas été demandée suffisamment à temps pour pouvoir être effectuée sans retarder l'application de la peinture, ne pourra être retenue comme argument valable, susceptible de modifier les délais d'exécution.

#### Règles générales d'emploi des peintures et des produits de rebouchages d'enduit

Les peintures ainsi que les produits pour rebouchages et enduisages devront être choisis en fonction de l'exposition des surfaces extérieures et intérieures, exposition en atmosphère agressive, etc...

Les peintures ainsi que les produits pour rebouchage et enduisage devront être compatibles avec le subjectile et compatibles entre eux.

Les produits de marque seront uniquement utilisés suivant le mode d'emploi obligatoirement indiqué par le fabricant, les travaux préparatoires devront être compatibles avec ces produits de marque.



Les couches d'impression devront être ajustées aux subjectiles en raison des différences d'absorption de ces derniers.

Couche d'impression régulatrice d'humidité

Il sera absolument indispensable de procéder à une application d'une couche d'impression régulatrice d'humidité.

Couches de peinture

Avant application d'une nouvelle couche, toute révision sera faite, les gouttes et coulures grattées, toutes irrégularités effacées.

Une couche ne devra être appliquée qu'après séchage complet de la précédente.

Après achèvement et séchage de la couche de finition :

- Le subjectile devra être totalement marqué
- Les arêtes et moulures devront être dégagées
- Le ton définitif devra être tout à fait régulier et conforme au ton de l'échantillon accepté par le Maître d'Œuvre
- Les reprises ne devront pas être visibles
- L'application ne devra donner lieu à aucune surépaisseur anormale dans les feuillures.

Choix des teintes

Le choix des teintes appartient à l'architecte

Aucun supplément de prix ne pourra être demandé pour l'emploi de telle ou telle autre teinte, ainsi que pour l'exécution de plusieurs teintes sur les parois d'un même local, rechampissage ou autres, contrairement aux spécifications du cahier des charges DTU.

Conditions applicables au présent lot

L'offre de l'entrepreneur devra comprendre tous les travaux de peinture ainsi que tous travaux préparatoires nécessaires pour lui permettre de livrer les locaux et les extérieurs respectant les règles de l'art.

L'entrepreneur du présent lot sera réputé avoir, avant remise de son offre, pris connaissance des CCTP des autres corps d'état, et avoir ainsi une connaissance parfaite et complète des différents supports devant être peints, ainsi que toutes les conditions de prestations des autres corps d'état pouvant avoir une influence sur le prix et la quantité des peintures et revêtements.

### **1.6.1. Enduit plâtre**

Exécution d'un enduit de préparation sur parois intérieures existantes afin d'obtenir un support plan, lisse et apte à recevoir ultérieurement une finition (peinture, revêtement mural), compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Enduit en pâte prêt à l'emploi ou en poudre à mélanger, conforme aux normes en vigueur et compatible avec la nature du support.

Produits de rebouchage pour fissures et irrégularités locales.

Mastic acrylique de finition pour raccords ponctuels entre parois et ouvrages adjacents.

Mise en œuvre

Préparation des fonds : dépoussiérage, nettoyage, élimination des parties non adhérentes.

Rebouchage des défauts importants (trous, fissures, épaufrures).

Application d'un enduit de dégrossissage si nécessaire, suivi d'un enduit de lissage en une ou plusieurs passes, selon l'état des supports.

Ponçage entre passes, dépoussiérage soigné.

Protection des sols, menuiseries, équipements et nettoyage du chantier en fin d'opération.

Conditions particulières

L'enduit appliqué devra présenter après séchage une surface uniforme, sans défaut visible à l'œil nu sous un éclairage normal, prête à recevoir une impression ou une finition décorative.

L'entreprise devra adapter le choix du produit et le mode d'application en fonction des supports rencontrés (plâtre, enduit ciment, ancien peint, béton).

Compris reprises, retouches et toutes sujétions pour une finition parfaite.

*Localisation : Local entretien / WC détenus / sas / attente détenus / Cellule – box entretien / Local / Accueil général / Entrée TJ et plus généralement au droit des zones d'intervention même ponctuelles*

*Suivant plans architectes*

### **1.6.2. Préparation des supports**

La prestation concerne la préparation des supports avant application des peintures, conformément aux prescriptions du DTU 59.1 – travaux de peinture des bâtiments, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

- Nettoyage, dépoussiérage et dégraissage des supports.
- Élimination des parties non adhérentes (anciens revêtements, laitances, traces friables).
- Rebouchage des fissures, trous et irrégularités par enduit adapté.
- Ponçage et égalisation des surfaces.
- Application éventuelle d'un fixateur ou primaire selon la nature du support (plâtre, béton, enduit, ancien peint).
- Vérification de la planéité, de la dureté et de l'homogénéité des fonds avant mise en peinture.

Conditions particulières

Les supports devront être sains, secs et cohésifs avant toute mise en peinture.

La préparation sera adaptée à la destination des locaux et aux contraintes d'humidité éventuelles.

Nettoyage complet en fin de travaux, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

*Localisation : Local entretien / WC détenus / sas / attente détenus / Cellule – box entretien / Local / Accueil général / Entrée TJ et plus généralement au droit des zones d'intervention même ponctuelles*

*Suivant plans architectes*

### **1.6.3. Couche d'impression**

Application d'une couche d'impression sur supports enduit GS ou plaques de plâtre, conformément aux prescriptions du dtu 59.1 – travaux de peinture des bâtiments, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

- Révision des supports par masticage, ponçages et dépolissage.
- Application d'une couche primaire d'impression à base de résine acrylique en dispersion aqueuse.
- Joints de finition au mastic acrylique à peindre aux raccordements avec ouvrages de nature différente (menuiseries, plinthes, etc.).

#### Mise en œuvre

Les supports seront livrés avec couche d'impression apte à recevoir toutes finitions ultérieures.

Compris rechapissage, protection et nettoyage des sols, murs, plafonds, menuiseries.

Compris reprises, retouches et toutes sujétions de parfaite finition.

#### Conditions particulières

Les produits employés devront être conformes aux normes en vigueur et adaptés aux supports en plâtre ou enduit gs.

La préparation et l'impression devront assurer une parfaite homogénéité et régularisation d'absorption des fonds.

Nettoyage complet du chantier et élimination des résidus de ponçage et de peinture, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

*Localisation : Local entretien / WC détenus / sas / attente détenus / Cellule – box entretien / Local / Accueil général / Entrée TJ et plus généralement au droit des zones d'intervention même ponctuelles*

*Suivant plans architectes*

### **1.6.4. Peinture acrylique**

Application d'une peinture de finition comprenant :

- Révision des supports par masticage, ponçages et dépolissage,
- 2 couches de peinture acrylique en phase aqueuse, appliquées à la brosse ou au rouleau, aspect de finition suivant localisation.
- Joints de finition au mastic acrylique à peindre aux raccordements avec ouvrages de nature différente (menuiseries, plinthes, etc....).

Aspect et teintes aux choix de l'architecte

Compris rechapissage, retouches, protection et nettoyages des sols, murs, plafonds, menuiseries..., et toutes sujétions de réalisation et parfaite finition.

*Localisation : ensembles des zones d'intervention*

*Suivant plans architectes*

### **1.6.5. Peinture glycérophthalique sur boiseries**

Application d'une peinture de finition sur éléments boisés comprenant :

- Préparation des supports par vérification de l'humidité, brossage, fixation des nœuds, brûlage des résines, masticage, ponçage et dépolissage.
- 1 couche d'impression.
- 2 couches de peinture glycérophthalique satinée.
- Exécution à la brosse ou au rouleau.

Compris rechapissage, protections, nettoyage, reprises, retouches et toutes sujétions de parfaite finition.

Aspect et teintes au choix de l'Architecte.

*Localisation : ensemble des boiseries mise en œuvre dans le cadre du projet ou situées dans une zone d'intervention*

*Suivant plans architectes*

### **1.6.6. Peinture sur éléments métalliques**

Application d'une peinture de finition sur menuiseries métalliques comprenant :

- Préparation des supports par vérification de l'humidité, brossage, fixation des nœuds, brûlage des résines, masticage, ponçage et dépolissage.
- 1 couche d'impression,
- 2 couches de peinture antirouille
- Exécution à la brosse ou au rouleau.

Compris rechapissage, protections, nettoyage, reprises, retouches et toutes sujétions de parfaite finition.

Aspect et teintes au choix de l'Architecte.

*Localisation : ensemble des éléments métalliques mise en œuvre dans le cadre du projet ou situés dans une zone d'intervention*

*Suivant plans architectes*

### **1.6.7. Peinture sur canalisations**

Mise en peinture des canalisations.

- Fourniture et mise en œuvre d'une peinture comprenant :
- Brossage & dépolissage,
- Application d'une couche de peinture spéciale d'accrochage pour PVC (contrôler la stabilité aux solvants)
- 2 couches de peinture glycérophthalique brillante.
- Exécution à la brosse ou au rouleau.

*Localisation : ensemble des canalisations des zones d'intervention*

*Suivant plans architectes*

### 1.6.8. Peinture des murs et plafonds du tunnel et des zones caves

Mise en peinture des murs et plafonds du sous-sol tunnel enterré, en milieu humide et peu ventilé, avec emploi de peintures respirantes laissant passer la vapeur d'eau.

Peinture minérale ou à base de silicate, de chaux ou de liant potassium, spécialement conçue pour supports béton et enduits en milieu humide.

Primaire ou fixateur adapté aux peintures minérales, garantissant l'accroche sans bloquer la respiration du support.

#### Mise en œuvre

Les supports seront nettoyés, dépoussiérés et purgés des parties non adhérentes.

Les fissures ou défauts seront repris avec un enduit minéral compatible (chaux ou ciment modifié).

Application d'une couche de primaire minéral, suivie de deux couches croisées de peinture respirante.

Respect des temps de séchage entre couches conformément aux prescriptions du fabricant.

Ventilation du local pendant les travaux pour assurer un séchage correct.

#### Conditions particulières

La peinture appliquée devra permettre l'évacuation de l'humidité par diffusion de vapeur d'eau tout en protégeant les surfaces des salissures et moisissures.

Protection des ouvrages environnants et nettoyage complet du chantier après travaux.

*Localisation : tunnel et zones caves*

*Suivant plans architectes*

## 1.7. Revêtements de sols souples

Les ouvrages répondront aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables. Ils seront notamment soumis aux prescriptions des textes suivants :

- Règles professionnelles.
- Documents du CSTB.
- Cahiers des prescriptions techniques.
- DTU / CCTG.
- Règles de calcul.
- Normes NF/EN.
- Directives européennes.

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc... connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes.

Sont à la charge du présent lot :

- le constat de l'état du support et du tracé du trait de niveau permettant de déterminer les arases du sol fini,
- les études, plans d'appareillage et calepinages éventuels des revêtements,
- la fourniture et présentation d'échantillons au Maître d'œuvre,
- la fourniture et la pose des revêtements prévus,
- les dispositifs d'accès des pièces pendant la durée des travaux et pendant le délai de protection,
- le nettoyage des revêtements,
- l'enlèvement de tous déchets et gravais résultant des travaux du présent lot.

Les revêtements plastiques seront obligatoirement choisis parmi les listes établies en fonction du classement U.P.E.C. des matériaux, de leurs caractéristiques acoustiques et de leur destination.

Les revêtements textiles seront choisis parmi la liste des matériaux faisant l'objet d'un avis technique au moment de la consultation des entreprises.

Avant toute mise en œuvre, l'entrepreneur devra soumettre au maître d'œuvre, pour approbation et choix des coloris, tous les échantillons qui lui seront demandés.

### 1.7.1. Préparation des supports

L'entreprise doit se référer à la NFP 62.203 (DTU 53.2) : « revêtement de sols plastiques collés ».

Il faut rappeler, d'après le cahier des charges 286, livraison 35 du CSTB que l'entreprise de pose engage sa propre responsabilité dès l'instant où elle accepte de poser (équivalent à la réception du support).

Le support devra respecter les planéités recommandées pour ce type de travaux et par le fabricant.

La pose du revêtement de sol est prévue sur existant après ravaillage par le titulaire

#### Traitement des fissures

A la charge de l'entreprise titulaire du présent lot sur toutes les chapes neuves ou existantes

Ouverture des fissures dont la largeur est millimétrique (0,3 à 1 mm).

Nettoyage et application d'un primaire d'accrochage adapté au produit de remplissage.

Avant polymérisation de la résine, "saupoudrage" au sable de quartz pour permettre un accrochage mécanique.

Y compris nettoyage et dépoussiérage par aspiration.

#### Application du primaire (ou traitement des micro-fissures inférieures à 0,3 mm)

Il doit être appliqué sur la totalité du support pour traiter les micro-fissures et améliorer l'accrochage du ragréage. Le primaire est de type acétate de polyvinyl, acrylique ou similaire et doit être compatible avec l'enduit de lissage.

Application de l'enduit de lissage

Utiliser selon le classement UPEC du local, un enduit de lissage P2 ou P3.

En aucun cas, un enduit de lissage n'est utilisé pour rattraper les défauts de planéité du support.

*Localisation : Local / Accueil général*

*Suivant plans architectes*

**1.7.2. Sol souple en dalles ou lames**

Fourniture et pose d'un revêtement de sol en vinyle compacts de standard ISO 15081 de type Luxury Vinyl Tiles de chez Tarkett LVT) Gamme iD Inspiration 70 ou équivalent.

Rappel des lettres déterminant le classement U-P-E-C :

- U - usure à la marche
- P - poinçonnement
- E - comportement à l'eau et à l'humidité
- C - tenue aux agents chimiques

Il aura un classement certifié NF UPEC minimum : U4 P3 E2 C2

Plusieurs teintes et motifs distincts seront sélectionnés par l'architecte selon les bureaux.

Compris toutes coupes, découpes, raccords, nettoyage en fin de travaux et évacuation des déchets, protection et toutes sujétions de mise en œuvre suivant prescriptions du fabricant.

*Localisation : Local / Accueil général*

*Suivant plans architectes*

**1.7.3. Plinthes MDF**

Fourniture et pose de plinthes MDF pré-peintes blanches à poser sur supports neufs ou existants après préparation du support.

Hauteur 10 cm.

Compris coupes, assemblages, fermeture par un joint acrylique du vide entre la plinthe et le support, complément dépose et évacuation des plinthes existantes avec reprise du support.

*Localisation : Local / Accueil général*

*Suivant plans architectes*

**1.7.4. Barres de seuil**

Fourniture et pose de barres de seuil plates en inox, fixation par vis inox sur trous fraisés, compris coupes, entailles, percements éventuels pour les verrous bas des portes à deux vantaux, chevilles, vis inox et toutes sujétions. Largeur 50mm

Concerne les barres de seuil à poser au droit des portes et au droit des changements de revêtement de sol.

*Localisation : Local / Accueil général*

*Suivant plans architectes*



Atelier d'Architecture **Barré Charpentier**

**TRAVAUX DE RÉHABILITATION COMPLETE DU TUNNEL, SALLE DE  
CONVIVIALITÉ, WC DÉTENUS, BANCS ATTENTE DÉTENUS, BOX  
ENTRETIEN GEOLES, RÉAMÉNAGEMENT DE L'ACCUEIL DU P3  
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MARSEILLE  
13 006 MARSEILLE**

**MAITRE D'OUVRAGE**

MINISTERE DE LA JUSTICE  
Délégation Interrégionale du SG Sud Est – Département Immobilier  
350 Avenue du Club Hippique – CS 70456  
13 096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

**ARCHITECTES**

Atelier d'Architecture Barré Charpentier  
146 Boulevard du Sablier  
13 008 MARSEILLE  
Tél : 04 91 79 84 50  
barrecharpentier@architectes.org

PHASE	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>DCE</b>	<b>02</b>
Septembre 2025	Serrurerie / Métallerie / Parois vitrées / Sûreté

DIFFUSION :		
	05/09/2025	Première diffusion

## LOT 02 – Serrurerie / Métallerie / Parois vitrées / Sûreté

Toutes les dispositions précisées aux C.C.T.P. de chaque lot, ainsi que sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux qu'en ce qui concerne le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

### 2.1. Généralités

#### 2.1.1. Document de référence

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront notamment soumis aux prescriptions des textes suivants :

- Règles professionnelles.
- Documents du CSTB.
- Cahiers des prescriptions techniques.
- DTU / CCTG.
- Règles de calcul.
- Normes NF/EN.
- Directives européennes.
- La RT2020 par éléments
- Le lot 00 – Généralités opposables à tous les lots du présent document.

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc... connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Article 3.11 du CCAG

Les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au 45 de l'article 10.

#### 2.1.2. Réglementation concernant les matériaux

##### Avis techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'« avis technique », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

##### Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un avis technique ni de procédure ATEX.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être délivrés par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc...

##### Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification AIMCC, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

##### Marquage européen

Directive 89/106/CEE du 21 Décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 Juillet 1993 transposée en France par le décret n°92-647 du 8 Juillet 1992, remanié par le décret n°95-1051 du 20 Septembre 1995.

Un « produit de construction » est défini comme suit par la directive : « tout produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil ».

#### 2.1.3. Prise de possession de lieux

L'Entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de la signature du Marché.

L'Entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions notamment d'accès topographiques ou de situation.

Après signature du Marché, l'Entrepreneur ne pourra réclamer aucune plus-value pour sujétions particulières liées aux sites.

**Dans le bâtiment P3, un plancher chauffant est présent, en conséquence, toute opération de percement ou de fixation au sol devra impérativement être vérifiée et validée afin d'éviter tout risque de détérioration du réseau de chauffage**

#### 2.1.4. Relevés sur place

L'entrepreneur doit lors de l'exécution, le relevé sur place des côtes nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Les plans d'exécution ou de calepinage seront cotés avec le plus grand soin et devront nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Les calepins, les études de détails, notes de calculs et autres documents seront établis par les soins de l'entrepreneur du présent lot et soumis à l'approbation de l'architecte.

#### 2.1.5. Accès aux sites

Le Titulaire prendra à sa charge toutes les démarches afin d'obtenir auprès de responsable des sites concernés, les autorisations d'accès pour son personnel et véhicules. Il prendra connaissance des itinéraires de circulation et des règlements en vigueur à l'intérieur des sites.

Dans tous les cas, le Titulaire pourra se voir interdire (ou reporté) l'accès de tout ou partie des installations à certaines heures, en raison de l'activité.

## 2.2. Description des ouvrages

### 2.2.1. Installation de chantier

Ces installations, propres à l'entreprise, seront à la charge de l'entreprise qui sera tenue d'en assurer la fourniture, la réalisation, l'entretien, la dépose, l'évacuation et la remise en état des lieux en fin de chantier. Elles devront satisfaire aux prescriptions du PGC.

Elles comprendront notamment :

- Les panneaux de signalisation ;
- Les balisages intérieurs et extérieurs,
- L'isolation des zones d'interventions,
- Les différentes protections ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

#### Sécurité des tiers

Toutes les mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers, particulièrement des personnes travaillant dans locaux.

L'entrepreneur ne pourra se refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes par le maître d'œuvre ; et dans ce cas, il ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour une protection parfaitement efficace.

Aucun dépôt de matériels ou matériaux et aucun atelier de chantier ne devront être établis à l'intérieur du bâtiment, sauf autorisation spéciale du maître d'œuvre.

Les abords du chantier ainsi que les aires utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement de gravois devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux.

Toutes dispositions devront être prises par l'entreprise à cet effet.

Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les entreprises.

Tous les échafaudages et moyens de levage doivent être inclus dans les prix unitaires

L'entreprise devra également mettre en œuvre tous les moyens et matériels pour isoler et entretenir les différentes zones d'intervention comprenant notamment :

- Isolation des zones d'interventions par cloisons provisoires, barrières héras, écran antipoussières ect...suivants demande du MOE.
- Nettoyage quotidien des zones d'intervention et des surfaces avoisinantes, y compris chargement et évacuation des produits,
- Entretien, déplacement, modification des parois de confinement en fonction de l'avancement des travaux,
- Maintien des accès,
- Dépose et remise en état en fin d'intervention, à l'identique de l'état existant avant travaux.

La réparation des dégâts causés éventuellement au bâtiment par manque de protection sera due par l'entreprise.

L'entreprise doit prévoir la fourniture et mise en œuvre d'un accès provisoire à la toiture terrasse pendant les travaux de réfection de la couverture et les travaux de serrurerie liés à celle-ci.

La totalité des zones de chantier devra être clôturée.

Toutes les installations de chantier et ouvrages provisoires d'une manière générale, seront déposés, démontés, démolis et évacués par l'entrepreneur titulaire du lot en fin de chantier à la demande de la maîtrise d'œuvre.

#### **Clôtures de chantier type HERAS 2.00m Ht**

Toutes les clôtures de chantier seront réalisées en grillage métallique rigide type HERAS ou équivalent sur 2,00m de hauteur avec ossature métallique appropriée fixée dans des plots béton préfabriqués amovibles.

Sujétion de déplacement suivant avancement du chantier.

Dépose et enlèvement en fin de chantier.

#### **Isolement / Confinement des zones d'intervention / Barrière antipoussière**

La prestation concerne les moyens et matériels à mettre en œuvre pour isoler hermétiquement et entretenir les différentes zones d'intervention. Les zones non concernées par les travaux devront être protégées de la poussière par la mise en œuvre de bâches de protection antipoussière avec fermeture étanches fixée sur étais télescopiques adaptés à la configuration des lieux.

### 2.2.2. Etudes d'exécution

Les études d'exécution consistent en l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier.

Les plans d'exécution consistent en la production des plans de chantier comprenant les plans d'atelier, de montage et de mise en œuvre nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Les spécifications à l'usage du chantier consistent en la production de tous les calculs, notes et justifications nécessaires à la réalisation des ouvrages

Ces documents :

- Respectent les principes et les définitions des documents du dossier.
- Font apparaître les tracés régulateurs, les axes et files du projet ainsi que la position avec cotes et angles des ouvrages par rapport à ces tracés, axes et files.
- Sont cotés avec le plus grand soin.
- Comprennent tous les détails à grande échelle, demandés par le maître d'œuvre.
- Sont complétés minutieusement des renseignements particuliers à l'ouvrage.
- Font apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent.
- Sont accompagnés des notes de calcul correspondantes notamment sur la résistance des vitrages.

### 2.2.3. Portillons métalliques acier à barreaudage renforcés

Fourniture et pose de portillons métalliques en acier à barreaudage formant grille, simples vantaux ou tierces avec crémones, équipés de serrures de sûreté à clé Deny Sécurité ou équivalent, modèles selon plans architecte, adaptés à un milieu humide, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Cadres dormants et ouvrants en profils creux acier soudés, section minimale 50 x 50 x 3 mm.

Barreaux verticaux en acier carré, diamètre ou section minimale 20 mm, entraxe maximal 120 mm.

Traverses horizontales en profils creux acier section 40 x 30 x 3 mm soudées sur cadre.

Ferrures et paumelles en acier traité ou inox, dimensionnées pour usage intensif, avec axes graissables.

Serrure de type Deny Sécurité, à clé de sûreté, compatible avec organigramme du maître d'ouvrage.

Crémones en acier à 2 points pour portillons à 2 vantaux (tierces), avec poignées de manœuvre renforcées.

Habillages métalliques périphériques (tôles pliées ou profils acier) assurant le recouvrement et la finition au droit des maçonneries.

Traitement anticorrosion spécifique pour milieu humide : galvanisation à chaud après fabrication (épaisseur mini 70 µm) puis thermolaquage poudre époxy polyester cuite au four (épaisseur mini 80 µm), teinte au choix du maître d'ouvrage.

#### Mise en œuvre

Repérage et préparation des réservations dans les maçonneries.

Mise en place des dormants, calage, réglage d'aplomb et de niveau.

Fixation par scellements béton ou chevilles métalliques haute résistance selon supports.

Pose des vantaux sur paumelles, réglage précis des jeux de fonctionnement.

Installation des serrures Deny Sécurité et des crémones, essais complets de verrouillage.

Habillages périphériques métalliques pour finitions propres au droit des raccords maçonneries.

Protection des surfaces métalliques pendant la pose, retouches après scellements.

Essais complets d'ouverture et de fermeture en présence du maître d'ouvrage, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

#### Conditions particulières

Les portillons devront résister aux chocs, tentatives d'arrachement et conditions d'humidité permanente.

Résistance mécanique minimale à l'arrachement des ancrages : 10 kn par point de fixation.

La conception devra permettre un entretien aisé (graissage des paumelles, retouches peinture).

La pose sera conforme aux prescriptions des fabricants, aux plans de l'architecte et aux normes en vigueur.

Nettoyage et remise en état du chantier après travaux, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

NOTA : Dans le bâtiment P3, un plancher chauffant est présent, en conséquence, toute opération de percement ou de fixation au sol devra impérativement être vérifiée et validée afin d'éviter tout risque de détérioration du réseau de chauffage

*Localisation : Tunnel / Caves / Escalier*

*Dimensions suivant plans architectes*

### 2.2.4. Cloisons vitrées bord à bord toute hauteur

Fourniture et pose de cloisons vitrées toute hauteur à assemblage bord à bord de chez KTY, Technal, Initial ou équivalent agréé, conformes aux exigences réglementaires en ERP, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Profils périphériques avec joint mousse d'étanchéité.

Couvre-joints de finition plats assemblés sur l'ossature par l'intermédiaire de clips en acier.

Profils d'angle à 90° et jonctions intermédiaires, profilés de raccordement aux existants et lisses aluminium standard en partie basse.

Ossature thermolaquée, teinte RAL au choix de l'architecte.

#### Vitrage

Vitrage feuilleté de sécurité Stadip 44.2 minimum (ou supérieur selon classement réglementaire), toute hauteur, conforme à la norme NF en 356 et aux prescriptions en ERP (sécurité des personnes, résistance aux chocs).

Vitrages traités bord à bord avec joints spécifiques transparents ou noirs selon calepinage validé.

#### Accessoires et finitions

Pose de vitrophanie dégradée ou autre traitement décoratif défini par l'architecte, assurant également la signalétique réglementaire en ERP (contraste visuel).

Finitions identiques aux parties courantes pour raccordement aux ouvrages existants.

L'ensemble des jonctions, angles et rives sera exécuté avec les profils adaptés, garantissant la rigidité et l'esthétique de la cloison.

#### Mise en œuvre

Le calepinage des panneaux sera soumis à l'approbation de l'architecte, en fonction des éléments techniques à incorporer et des longueurs de cloison à traiter.

La pose sera réalisée d'aplomb et de niveau, avec maintien mécanique et calage assurant la sécurité et la pérennité des vitrages.

Toutes les prescriptions du fabricant retenu et les normes applicables aux cloisons vitrées en ERP seront respectées.

#### Conditions particulières

La cloison vitrée devra assurer la sécurité des usagers en ERP : vitrage feuilleté de sécurité, rigidité de l'ossature, signalisation visuelle obligatoire.

Les produits mis en œuvre devront répondre aux normes en vigueur (DTU, avis technique, marquage ce).

Nettoyage complet en fin de chantier, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

#### Hauteur des cloisons :

Les cloisons seront montées toute hauteur, compris façon de découpes au droit des éléments de structure, des réseaux existants, arasement et calfeutrement étanche au droit des découpes et entre tête des cloisons et sous-face de plancher.

Compris tous détails de liaison et de réglage, découpes, joints, façon de cintrage, manutention, garnissages, calfeutrements, échafaudage ou platelage de travail, protections, nettoyage, tous détails et sujétions pour une parfaite et complète réalisation.



NOTA : Dans le bâtiment P3, un plancher chauffant est présent, en conséquence, toute opération de percement ou de fixation au sol devra impérativement être vérifiée et validée afin d'éviter tout risque de détérioration du réseau de chauffage

*Localisation : SAS / Hall d'entrée/sortie / Portique*

*Dimensions suivant plans architectes*

## **2.2.5. Portes automatiques coulissantes vitrées avec parties latérales vitrées fixes**

Fourniture et pose de portes automatiques coulissantes métalliques vitrées type PORTALP ou équivalent certifié, adaptées à un usage en établissement recevant du public (ERP) et à un environnement de sûreté (portiques de contrôle, sas unipersonnel, couloirs de sécurité), conformes à la norme en 16005, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Structure en aluminium ou acier thermolaqué, profils adaptés à la configuration (applique, entre-murs, façade vitrée).

Caisson compact hauteur 120 mm, version renforcée si nécessaire selon poids des vantaux.

Vitrage feuilletés Stadip 44.2 minimum (ou vitrage isolant / anti-effraction jusqu'à 26 mm selon plan).

Profils d'encadrement avec joints porte-feuille permettant le remplacement rapide des vitrages.

Habillages et finitions métalliques coordonnés, teinte ral au choix de l'architecte.

Les seront complétées par des parties latérales fixes vitrées, réalisées avec le même vitrage et les mêmes profils que les vantaux coulissants, afin d'assurer la continuité esthétique et fonctionnelle de l'ensemble.

### Motorisation et automatisme

Moteur silencieux, grande durée de vie, pilotage fluide des vantaux.

Endurance jusqu'à 4 000 cycles/jour, usage intensif garanti.

Largeur de passage jusqu'à 4 500 mm, hauteur libre jusqu'à 3 100 mm.

Vitesse réglable (10 à 160 cm/s selon type et largeur de vantaux).

Alimentation universelle 100-230 V – 50/60 Hz avec alimentation à découpage et faible consommation.

Batterie de secours intégrée pour maintien de fonctionnement en cas de coupure.

### Sécurité et conformité

Conformité directives européennes (machines 2006/42/CE, CEM, Radio 2014/53/UE).

Détecteurs combinés radar hyperfréquence + rideaux infrarouges, contrôle ouverture/fermeture et zone de refoulement.

Cellules photoélectriques de sécurité, anti-pincement et anti-écrasement.

Verrouillage électromécanique intégré, option serrure motorisée anti-effraction rc2.

Dispositif d'issue de secours conforme en 16005 avec réserve mécanique ou électrique d'ouverture en urgence.

Signalétique vitrophanie obligatoire erp (bandes de contraste).

### Interactions avec équipements de sûreté

Les portes automatiques devront être installées et paramétrées en coordination avec les autres équipements de sûreté : portiques de détection, sas de contrôle unipersonnel, couloirs de sécurité.

Les automatismes devront permettre une gestion synchronisée (scénarios d'ouverture/fermeture, verrouillage conditionné par contrôle d'accès).

Les interfaces de commande devront être compatibles avec les systèmes de sûreté centralisés existants (bus de communication, contacts secs, alarmes).

### Mise en œuvre

Pose du châssis dormant en tenant compte de la présence d'un plancher chauffant.

Fixation en plafond en tenant compte de la présence des réseaux, des cloisons toute hauteur et des structures porteuses.

Compris découpes au droit des éléments de structure et réseaux existants, arasement et calfeutrement étanche en tête de cloison et en sous-face de plancher.

Compris tous détails de liaison et de réglage, joints, cintrages éventuels, manutention, garnissages, échafaudages, protections, nettoyage, pour une réalisation complète et parfaite.

Réglage d'aplomb, de niveau, contrôle jeux et fluidité du fonctionnement.

Raccordement électrique, paramétrage, essais complets devant maître d'ouvrage.

Formation de l'exploitant à l'utilisation et consignes de maintenance.

### Conditions particulières

Garantie installateur 2 ans extensible 5 ans avec contrat d'entretien

Nettoyage complet du chantier et remise en état des abords après travaux, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

NOTA : Dans le bâtiment P3, un plancher chauffant est présent, en conséquence, toute opération de percement ou de fixation au sol devra impérativement être vérifiée et validée afin d'éviter tout risque de détérioration du réseau de chauffage

*Localisation : SAS / Hall d'entrée/sortie / Portique*

*Dimensions suivant plans architectes*

## **2.2.6. Équipements de contrôle d'accès – Couloirs PMR vitrés**

Fourniture, installation et mise en service de deux couloirs de contrôle d'accès, dont 1 PMR, de type SlimLINE portes pivotantes ou équivalent à vantaux pivotants automatiques, équipés de parois vitrées haute sécurité.

Ces équipements visent à contrôler les flux d'entrée et de sortie vers les zones sécurisées, en conformité avec la réglementation ERP et accessibilité PMR.

Configuration :

- 1 Couloir PMR de 1150 mm de passage utile pour PMR
- 1 couloir PMR de 700 mm de passage utile
- Hauteur des parois vitrées : 1 800 mm
- Vantaux et cloisons en verre trempé et feuilleté de 10 mm

Caractéristiques techniques :

- Vantaux pivotants automatiques en verre trempé/feuilleté
- Structure en acier inoxydable AISI 304 finition brossée grain 220
- Bandeaux lumineux de signalisation vert/rouge
- Alimentation : 115–230 V CA (option 24 VCC)
- Tension du dispositif de commande : 24 VCC
- Consommation : 50 VA en veille / 250 VA en fonctionnement
- Fréquence : 50-60 Hz
- Capacité de flux : 40 passages/minute (en mode contrôlé avec badge)
- Température de fonctionnement : -5 °C à +45 °C
- Taux d'humidité : < 80 % sans condensation

Prestations à réaliser :

- Livraison, manutention, déballage et vérification de conformité
- Implantation selon plan d'exécution
- Fixation au sol sans altération des matériaux historiques du bâtiment
- Câblage et raccordement aux lots électricité (alimentation + réseau de contrôle)
- Intégration des lecteurs de badge fournis par le titulaire du lot sûreté (hors marché)
- Sujétions de raccordement aux parois vitrées, y compris percements ou supports adaptés pour assurer une continuité esthétique et fonctionnelle sans altérer l'intégrité du vitrage
- Essais de fonctionnement, réglages, paramétrage, mise en service
- Formation à l'usage du système

Exigences complémentaires :

- Respect des contraintes d'accessibilité PMR
- Respect des matériaux et finitions du site classé (bâtiment historique)
- Habillage ou finitions complémentaires si nécessaire pour intégration discrète
- Fourniture des DOE, notices techniques, plans et schémas de raccordement

NOTA : Dans le bâtiment P3, un plancher chauffant est présent, en conséquence, toute opération de percement ou de fixation au sol devra impérativement être vérifiée et validée afin d'éviter tout risque de détérioration du réseau de chauffage

**TRANCHE OPTIONNELLE : Socle composite pour portillons automatiques**

Fourniture et pose de socles de sol en panneaux ép. 20 mm, revêtement tapis pastillé noir 4 mm, barres de seuil inox 2 mm en amont et aval, permettant le passage des câbles sans percement. Dimensions adaptées aux portillons  
Mise en œuvre sans génie civil, selon prescriptions du fabricant.

*Localisation : SAS / Hall d'entrée/sortie*

*Suivant plans architectes*

## 2.2.7. SAS de sécurité unipersonnel

Fourniture et mise en place d'un sas de sécurité unipersonnel type Orthos rond ou équivalent certifié, assurant le contrôle unitaire des accès aux zones sensibles, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Le sas sera constitué d'une structure compacte en profilés aluminium ou acier avec habillage vitré de sécurité. Les parois vitrées seront en verre feuilleté Stadiop de classe de résistance adaptée à la localisation.

Les portes automatiques coulissantes fonctionneront de manière séquentielle avec motorisation électromécanique silencieuse et verrouillage intégré.

L'ensemble sera alimenté en 230 V et piloté par une centrale électronique compatible avec les systèmes de contrôle d'accès existants (badges, biométrie, centrale sûreté).

Le sas permettra le passage de 3 à 5 personnes par minute et sera équipé d'un éclairage Led intégré, avec finition thermolaquée ral au choix de l'architecte.

Sécurité et conformité

Un dispositif de déverrouillage manuel assurera l'issue de secours en cas de besoin.

L'ensemble respectera les directives européennes applicables, la norme en 16005 relative à la sécurité des portes automatiques, ainsi que les prescriptions ERP en matière de sécurité.

Une signalisation lumineuse rouge/vert sera intégrée pour réguler les flux de passage.

Mise en œuvre

Pose sur cadre inox au sol ou sur sol fini selon modèle retenu.

Raccordements électriques et interfaces avec système de contrôle d'accès existant (badge, biométrie, centrale sûreté).

Réglages et essais de fonctionnement en présence du maître d'ouvrage.

Formation du personnel utilisateur.

NOTA : Dans le bâtiment P3, un plancher chauffant est présent, en conséquence, toute opération de percement ou de fixation au sol devra impérativement être vérifiée et validée afin d'éviter tout risque de détérioration du réseau de chauffage

*Localisation : SAS / Hall d'entrée/sortie*

*Suivant plans architectes*

### 2.2.8. Porte métallique en acier semi-vitrée

La prestation comprend la fourniture et la pose d'une porte en acier coupe-feu 1h, composée d'une allège pleine en partie basse et d'un vitrage coupe-feu en partie haute, destinée au local d'entretien détenus dans les geôles.

L'ouvrage devra répondre à la fois aux exigences de sécurité incendie et aux prescriptions de sécurité, comprises toutes sujétions de mise en œuvre.

La porte sera constituée d'un dormant et d'un ouvrant en acier mécanosoudé, finition thermolaquée RAL au choix de l'architecte. La partie basse sera réalisée en tôle d'acier galvanisé renforcé, avec âme isolante coupe-feu intégrée. La partie haute sera équipée d'un vitrage coupe-feu certifié EI60, conforme aux procès-verbaux en vigueur, permettant un contrôle visuel tout en garantissant la tenue au feu pendant une heure.

La quincaillerie comprendra des paumelles renforcées, un ferme-porte automatique conforme aux exigences coupe-feu, des joints intumescents périphériques et une serrure de sûreté de type Deny Fontaine ou équivalent, adaptée à l'usage en établissement pénitentiaire. Les parcloles devront être anti-démontage côté détenus.

#### Sécurité et conformité

La porte sera certifiée coupe-feu 1h selon procès-verbal d'essai officiel délivré par un laboratoire agréé.

Le vitrage sera classé EI60 et mis en œuvre conformément aux prescriptions du fabricant.

L'ensemble des éléments de quincaillerie et de serrurerie sera dimensionné pour UNE résistance mécanique renforcée et impossibilité de démontage côté accessible aux détenus.

L'ouvrage respectera les normes en vigueur relatives à la sécurité incendie et aux équipements de locaux de sûreté.

#### Mise en œuvre

Le dormant sera scellé dans la maçonnerie par chevillage mécanique ou scellement chimique, avec calfeutrement périphérique à l'aide de matériaux coupe-feu homologués. Les ouvrants seront posés et réglés d'aplomb, les joints intumescents installés conformément au PV. Le contrôle du bon fonctionnement (fermeture, verrouillage, résistance mécanique) sera effectué en présence du maître d'ouvrage. L'entreprise assurera toutes les protections, retouches de finition et nettoyage final, comprises toutes sujétions de mise en œuvre.

*Localisation : Local entretien dans les geôles*

*Suivant plans architectes*

### 2.2.9. Panneau d'habillage métallique en acier

Fourniture et mise en place d'un panneau en tôle acier galvanisé thermolaqué en remplacement de l'élément manquant ou détérioré situé sous les châssis vitrés de la façade principale, comprises toutes sujétions de mise en œuvre.

Relevés de cotes précis sur site pour reproduction du panneau à l'identique.

Fourniture d'un pliage en tôle acier galvanisé épaisseur 15/10e minimum, finition et aspect conformes à l'existant.

Traitement anticorrosion par galvanisation et finition thermolaquée poudre polyester, ral identique aux panneaux voisins.

Mise en place par fixation mécanique ou emboîtement dans le système de façade existant, avec continuité d'alignement.

Ajustements, découpes et finitions périphériques assurant la parfaite intégration visuelle et technique.

#### Mise en œuvre

Intervention localisée, sans dépose généralisée des habillages voisins.

Protection de la zone de chantier (accès piétons et entrée du bâtiment).

Pose du nouveau panneau strictement aligné avec les éléments existants.

Calfeutrement et étanchéité périphérique par mastic élastomère ou joints adaptés.

Nettoyage complet du chantier et évacuation des déchets en décharge agréée.

#### Conditions particulières

Le panneau fourni devra être strictement identique en teinte, épaisseur et finition à l'existant.

Validation par l'architecte d'un échantillon avant fabrication.

Comprises toutes sujétions de manutention, levage, calfeutrement et protections nécessaires.

*Localisation : Façade principale*

*Suivant plans architectes*

### 2.2.10. Remplacement de vitrage

Dépose et remplacement d'un vitrage cassé situé en façade au droit d'une trame de châssis existant, comprises toutes sujétions de mise en œuvre.

Dépose soignée du vitrage endommagé, compris évacuation des gravats et débris en décharge agréée.

Relevés de cotes précis sur site pour reproduction du vitrage à l'identique.

Fourniture et pose d'un vitrage feuilleté de sécurité type stadip clair ou teinté, épaisseur conforme à l'existant (minimum Stadip 44.2).

Vitrage traité bord poli ou joint périphérique adapté au système existant.

Calfeutrement par joints ou mastics adaptés, assurant l'étanchéité à l'air et à l'eau.

#### Mise en œuvre

Mise en sécurité préalable de la zone de travail et des accès piétons.

Dépose des parcloles ou fixations existantes, retrait des débris de verre, nettoyage complet de la feuillure.

Mise en place du nouveau vitrage, calage et fixation par parcloles, joints ou mastics conformément aux règles de l'art.

Contrôle d'étanchéité, alignement et finition soignée en continuité avec les vitrages voisins.

#### Conditions particulières

Le vitrage remplacé devra être strictement identique en aspect, teinte et finition à celui des autres trames de la façade.

Validation par l'architecte du type de vitrage avant fabrication.

Compris toutes sujétions de manutention, levage, protections, nettoyage et remise en état de la zone.

*Localisation : Façade principale*

*Suivant plans architectes*

### **2.2.11. Remplacement de poignée de tirage métallique**

La prestation comprend la dépose de la poignée de tirage cassée et son remplacement par une poignée neuve de caractéristiques équivalentes, **compris toutes sujétions de mise en œuvre.**

La poignée sera de type tubulaire métallique, longueur et diamètre adaptés à la porte existante, finition inox brossé ou acier thermolaqué selon choix de l'architecte ou du maître d'ouvrage. La fixation se fera par platines vissées ou entretoises, assurant une résistance mécanique adaptée à un usage intensif.

#### Mise en œuvre

La poignée existante sera déposée avec soin et évacuée en décharge agréée. La nouvelle poignée sera fournie et posée à l'emplacement d'origine, avec reprise des fixations existantes ou perçage complémentaire si nécessaire. Les fixations seront invisibles ou protégées, garantissant un aspect soigné et une parfaite solidité.

#### Conditions particulières

La poignée neuve devra être strictement conforme en dimensions et en esthétique à celle déposée afin de conserver l'uniformité des menuiseries. L'entreprise assurera toutes les protections nécessaires des ouvrages environnants et procédera au nettoyage complet du chantier, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

*Localisation : porte métallique des geôles*

*Suivant plans architectes*



Atelier d'Architecture **Barré Charpentier**

---

**TRAVAUX DE RÉHABILITATION COMPLETE DU TUNNEL, SALLE DE  
CONVIVIALITÉ, WC DÉTENUS, BANCS ATTENTE DÉTENUS, BOX  
ENTRETIEN GEOLES, RÉAMÉNAGEMENT DE L'ACCUEIL DU P3  
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MARSEILLE  
13 006 MARSEILLE**

---

**MAITRE D'OUVRAGE**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
Délégation Interrégionale du SG Sud Est – Département Immobilier  
350 Avenue du Club Hippique – CS 70456  
13 096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

**ARCHITECTES**

Atelier d'Architecture Barré Charpentier  
146 Boulevard du Sablier  
13 008 MARSEILLE  
Tél : 04 91 79 84 50  
barrecharpentier@architectes.org

PHASE	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>DCE</b>	<b>03</b>
Septembre 2025	Menuiserie bois

DIFFUSION :		
	05/09/2025	Première diffusion

## LOT 03 – Menuiserie bois

Toutes les dispositions précisées aux C.C.T.P. de chaque lot, ainsi que sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux qu'en ce qui concerne le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

### 3.1. Généralités

#### 3.1.1. Document de référence

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront notamment soumis aux prescriptions des textes suivants :

- Règles professionnelles.
- Documents du CSTB.
- Cahiers des prescriptions techniques.
- DTU / CCTG.
- Règles de calcul.
- Normes NF/EN.
- Directives européennes.
- La RT2020 par éléments
- Le lot 00 – Généralités opposables à tous les lots du présent document.

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc... connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Article 3.11 du CCAG

Les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au 45 de l'article 10.

#### 3.1.2. Règlementation concernant les matériaux

##### Avis techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'« avis technique », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

##### Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un avis technique ni de procédure ATEX.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être délivrés par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc...

##### Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification AIMCC, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

##### Marquage européen

Directive 89/106/CEE du 21 Décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 Juillet 1993 transposée en France par le décret n°92-647 du 8 Juillet 1992, remanié par le décret n°95-1051 du 20 Septembre 1995.

Un « produit de construction » est défini comme suit par la directive : « tout produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil ».

#### 3.1.3. Prise de possession de lieux

L'Entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de la signature du Marché.

L'Entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions notamment d'accès topographiques ou de situation. Après signature du Marché, l'Entrepreneur ne pourra réclamer aucune plus-value pour sujétions particulières liées aux sites.

#### 3.1.4. Relevés sur place

L'entrepreneur doit lors de l'exécution, le relevé sur place des côtes nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Les plans d'exécution ou de calepinage seront cotés avec le plus grand soin et devront nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Les calepins, les études de détails, notes de calculs et autres documents seront établis par les soins de l'entrepreneur du présent lot et soumis à l'approbation de l'architecte.

#### 3.1.5. Accès aux sites

Le Titulaire prendra à sa charge toutes les démarches afin d'obtenir auprès du responsable des sites concernés, les autorisations d'accès pour son personnel et véhicules. Il prendra connaissance des itinéraires de circulation et des règlements en vigueur à l'intérieur des sites.

Dans tous les cas, le Titulaire pourra se voir interdire (ou reporté) l'accès de tout ou partie des installations à certaines heures, en raison de l'activité.

## 3.2. Installation de chantier / Etudes d'exécution

### 3.2.1. Installation de chantier

Ces installations, propres à l'entreprise, seront à la charge de l'entreprise qui sera tenue d'en assurer la fourniture, la réalisation, l'entretien, la dépose, l'évacuation et la remise en état des lieux en fin de chantier. Elles devront satisfaire aux prescriptions du PGC.

Elles comprendront notamment :

- Les panneaux de signalisation ;
- Les balisages intérieurs et extérieurs,
- L'isolation des zones d'interventions,
- Les différentes protections ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

#### Sécurité des tiers

Toutes les mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers, particulièrement des personnes travaillant dans locaux.

L'entrepreneur ne pourra se refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes par le maître d'œuvre ; et dans ce cas, il ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour une protection parfaitement efficace.

Aucun dépôt de matériels ou matériaux et aucun atelier de chantier ne devront être établis à l'intérieur du bâtiment, sauf autorisation spéciale du maître d'œuvre.

Les abords du chantier ainsi que les aires utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement de gravois devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux.

Toutes dispositions devront être prises par l'entreprise à cet effet.

Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les entreprises.

Tous les échafaudages et moyens de levage doivent être inclus dans les prix unitaires

L'entreprise devra également mettre en œuvre tous les moyens et matériels pour isoler et entretenir les différentes zones d'intervention comprenant notamment :

- Isolation des zones d'interventions par cloisons provisoires, barrières héras, écran antipoussières ect...suivants demande du MOE.
- Nettoyage quotidien des zones d'intervention et des surfaces avoisinantes, y compris chargement et évacuation des produits,
- Entretien, déplacement, modification des parois de confinement en fonction de l'avancement des travaux,
- Maintien des accès,
- Dépose et remise en état en fin d'intervention, à l'identique de l'état existant avant travaux.

La réparation des dégâts causés éventuellement au bâtiment par manque de protection sera due par l'entreprise.

L'entreprise doit prévoir la fourniture et mise en œuvre d'un accès provisoire à la toiture terrasse pendant les travaux de réfection de la couverture et les travaux de serrurerie liés à celle-ci.

La totalité des zones de chantier devra être clôturée.

Toutes les installations de chantier et ouvrages provisoires d'une manière générale, seront déposés, démontés, démolis et évacués par l'entrepreneur titulaire du lot en fin de chantier à la demande de la maîtrise d'œuvre.

#### Clôtures de chantier type HERAS 2.00m Ht

Toutes les clôtures de chantier seront réalisées en grillage métallique rigide type HERAS ou équivalent sur 2,00m de hauteur avec ossature métallique appropriée fixée dans des plots béton préfabriqués amovibles.

Sujétion de déplacement suivant avancement du chantier.

Dépose et enlèvement en fin de chantier.

#### Isolement / Confinement des zones d'intervention

La prestation concerne les moyens et matériels à mettre en œuvre pour isoler hermétiquement et entretenir les différentes zones d'intervention.

### 3.2.2. Etudes d'exécution

Les études d'exécution consistent en l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier.

Les plans d'exécution consistent en la production des plans de chantier comprenant les plans d'atelier, de montage et de mise en œuvre nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Les spécifications à l'usage du chantier consistent en la production de tous les calculs, notes et justifications nécessaires à la réalisation des ouvrages

Ces documents :

- Respectent les principes et les définitions des documents du dossier.
- Font apparaître les tracés régulateurs, les axes et files du projet ainsi que la position avec cotes et angles des ouvrages par rapport à ces tracés, axes et files.
- Sont cotés avec le plus grand soin.
- Comprennent tous les détails à grande échelle, demandés par le maître d'œuvre.
- Sont complétés minutieusement des renseignements particuliers à l'ouvrage.
- Font apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent.
- Sont accompagnés des notes de calcul correspondantes.

### 3.3. Mobilier & Blocs-portes

#### 3.3.1. Bancs pour attente détenus

La prestation comprend la fabrication, la fourniture et la pose de bancs avec dossier, modèle trois assises, conformément aux plans de détails de l'architecte, compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Les assises, jambages et dossiers seront réalisés en panneaux alvéolés constitués d'une âme en carton insérée entre deux parements en panneaux de particules haute densité, revêtus d'un placage stratifié décoratif.

Les chants seront traités et protégés par un habillage en stratifié, assurant la durabilité et la résistance aux chocs.

Une ossature complémentaire en bois résineux (sapin) et/ou métal sera mise en place lorsque nécessaire pour garantir la rigidité et la stabilité de l'ensemble, sans partie visible.

Les bancs seront équipés d'anneaux métalliques de sécurité, solidement fixés sur la structure, permettant l'accrochage des menottes conformément aux prescriptions du maître d'ouvrage. Ces anneaux devront être en acier galvanisé ou inox haute résistance et résistants à l'arrachement.

##### Mise en œuvre

Les bancs seront fixés solidement au sol par des équerres métalliques invisibles, avec vis et chevilles adaptées à la nature du support. Les fixations seront dissimulées afin de préserver l'esthétique et d'éviter toute manipulation par les usagers.

L'ensemble des pièces de fixation, finitions et raccordements sera compris dans la prestation. Les ajustements seront réalisés avec soin pour assurer une parfaite continuité entre les différents éléments.

##### Conditions particulières

Les matériaux employés devront présenter une résistance mécanique adaptée à un usage intensif et être conformes aux normes en vigueur pour le mobilier en ERP et locaux pénitentiaires.

Les anneaux de fixation devront être dimensionnés pour résister à un effort de traction d'au moins 10 kN. Les bancs devront être parfaitement stables, sans jeu, avec une finition soignée et résistante.

L'entrepreneur assurera la protection des ouvrages jusqu'à la réception et procédera aux retouches éventuelles nécessaires à la livraison d'un ensemble en parfait état.

*Localisation : Attente détenus*

*Suivant plans architectes*

#### 3.3.2. Blocs-portes 1 vantail PF 1/2H – Ame pleine stratifié

Fourniture d'un bloc porte 1 vantail PF1/2H et pose dans support de toutes natures y compris toutes sujétions de mise en œuvre, fixations, calage et étalement provisoire pour pose.

Dim. : 0,93 x 2,04 m Ht / 0,83 x 2,04 m HT

##### Huisserie bois à recouvrement :

- Bois exotique, y compris accessoires de pose (pattes à scellement) ;
- Contre chambranle avec feuillure et talon de 50 mm en médium à peindre au droit des huisseries incorporées dans murs ;
- Livraison sur le chantier avec barre d'écartement, talons, accessoires de pose et couche d'impression ;
- Ancrages au sol à préciser ;
- Huisserie ou bâti bois à recouvrement à sceller ou à cheiller, épaisseurs adaptées en fonction des parois.

##### Porte :

- Porte isoplane à âme pleine, épaisseur 40 mm, deux faces panneaux fibres de bois dur revêtues d'un placage, en stratifié HLP (coloris au choix du maître d'œuvre dans la gamme du fabricant) ;
- Vernis polyuréthane (à la charge du présent lot) sur chants des portes.

##### Serrure :

- Serrure à larder de sûreté avec cylindre haute sécurité, fournie et posée sur l'organigramme du maître d'ouvrage, avec clés conformes à la hiérarchie définie par celui-ci.

##### Quincaillerie :

- Quatre paumelles par vantail ;
- Butée de sol en acier inox avec butoir et cache vis en élastomère (φ 37 mm, hauteur 43 mm) ;
- Ferme-porte en applique de première qualité avec bras à glissière ;
- Barre de tirage en laiton chromé (Cf. Indications sur les plans)
- Tous les ouvrages de quincaillerie, béquilles, paumelles, gâches, serrures, canons et rosaces seront de teinte argent.
- Béquilles doubles sur rosaces à clipper sur sous plaques acier, sur chaque face, en acier inox brossé avec fixations par vis transversantes inox.
- Bouton de condamnation et décondamnation avec voyant extérieur d'occupation.

##### Mise en œuvre :

- Bloc-porte fourni, livré sur chantier ;
- Porte à regonder après réglage et ajustage ;
- Pose à la charge du titulaire dans maçonnerie ou cloisons de toutes natures

L'entrepreneur du présent lot devra peler les joints des menuiseries après passage du peintre.

Calfeutrement à la charge du présent lot.

La pose s'effectuera de façon rigoureuse aux emplacements prévus et maintient pour qu'il ne subisse aucun déplacement ou déformation lors d'intervention d'autres corps d'état.

*Localisation : local entretien / WC détenus / Accueil / Bureau*

*Dimensions suivant plans architectes*



### 3.3.3. Blocs-portes 2 vantaux tiercée CF 1/2H – Ame pleine stratifié

Fourniture d'un bloc porte 2 vantaux tiercée CF 1/2H avec oculus et pose dans support de toutes natures y compris toutes sujétions de mise en œuvre, fixations, calage et étalement provisoire pour pose.

Degré coupe-feu : C.F. 1/2 heure

PV du CSTB obligatoire

Dim. variables : 1,40 m x 2,10 m Ht env. *\*Les dimensions des menuiseries sont données à titre indicatif. Les côtes sont à relever sur site par l'entreprise.*

#### Huisserie bois à recouvrement :

- Bois exotique, y compris accessoires de pose (pattes à scellement) ;
- Contre chambranle avec feuillure et talon de 50 mm en médium à peindre au droit des huisseries incorporées dans murs ;
- Livraison sur le chantier avec barre d'écartement, talons, accessoires de pose et couche d'impression ;
- Ancrages au sol à préciser ;
- Huisserie ou bâti bois à recouvrement à sceller ou à cheviller, épaisseurs adaptées en fonction des parois.

#### Porte :

- Porte isoplane à âme pleine, épaisseur 40 mm, deux faces panneaux fibres de bois dur revêtues d'un placage, en stratifié HLP (coloris au choix du maître d'œuvre dans la gamme du fabricant) ;
- Vernis polyuréthane (à la charge du présent lot) sur chants des portes.

#### Serrure :

- Serrure à larder de sûreté avec cylindre haute sécurité, fournie et posée sur l'organigramme du maître d'ouvrage, avec clés conformes à la hiérarchie définie par celui-ci.

#### Quincaillerie :

- Quatre paumelles par vantail ;
- Butée de sol en acier inox avec butoir et cache vis en élastomère (φ 37 mm, hauteur 43 mm) ;
- Ferme-porte en applique de première qualité avec bras à glissière ;
- Joints intumescent thermo-gonflants gainés en périphérie de l' huisserie suivant réglementations et normes.
- Tous les ouvrages de quincaillerie, béquilles, paumelles, gâches, serrures, canons et rosaces seront de teinte argent.
- Béquilles doubles sur rosaces à clipper sur sous plaques acier, sur chaque face, en acier inox brossé avec fixations par vis transversantes inox.
- Bouton de condamnation et décondamnation avec voyant extérieur d'occupation.

#### Mise en œuvre :

- Bloc-porte fourni, livré sur chantier ;
- Porte à regonder après réglage et ajustage ;
- Pose à la charge du titulaire dans maçonnerie ou cloisons de toutes natures
- L'entrepreneur du présent lot devra peler les joints des menuiseries après passage du peintre

Calfeutremments à charge du présent lot.

La pose s'effectuera de façon rigoureuse aux emplacements prévus et maintient pour qu'il ne subisse aucun déplacement ou déformation lors d'intervention d'autres corps d'état.

*Localisation : Hall du P3 / Circuit détenus  
Suivant plans architectes*

## 3.4. Banque d'accueil

Les ouvrages décrits concernent la réalisation des travaux de réalisation, modification ou adaptation d'éléments menuisés et ou de miroiterie. Pour tous les travaux de Menuiseries Bois et de Miroiterie et prestations annexes le concernant, l'Entrepreneur doit établir, en conformité avec les pièces du marché, les dessins d'ensemble et de détail nécessaires à l'exécution des ouvrages et à leur pose, en liaison avec les autres corps d'état.

Ces dessins doivent préciser les emplacements et dimensions des ouvrages, les axes d'implantation et toutes caractéristiques dimensionnelles nécessaires à l'implantation, l'adaptation et réalisation des ouvrages du présent lot.

L'Entrepreneur doit soumettre ces documents au Maître d'Œuvre, en autant d'exemplaires que nécessaire, dans les délais prescrits par le marché ou arrêtés d'un commun accord entre parties.

Après agrément, le Maître d'Œuvre fait retour d'un exemplaire de ces dessins à l'Entrepreneur pour exécution, et le coordonnateur mandaté en transmet un exemplaire à chacun des entrepreneurs des autres corps d'état intéressés pour information ou exécution.

En outre, l'Entrepreneur devra joindre obligatoirement à son offre, les caractéristiques, les marques et documentations techniques de tous les éléments de décoration et revêtements de finition faisant partie de son offre.

Dans le montant global et forfaitaire du présent marché de travaux, sont inclus, à la charge du présent lot, pour chaque type d'ouvrage à parements définitifs, tous effets de POLYCHROMIE, suivant la demande du Maître d'Œuvre en cours de chantier

### 3.4.1. Banque d'accueil du P3

Fabrication et mise en place d'un ensemble menuisé en panneaux stratifiés HLP de chez POLYREY ou équivalent, suivant plans architectes.

L'ensemble sera composé :

- Structure principale porteuse en éléments de nature et de sections adaptées aux dimensions et formes de l'ouvrage (Traverses / Montants / Renforts / accessoires etc....)

- Eléments de façade et éléments horizontaux et verticaux
- Plateaux à hauteur 1m10 sur la longueur de l'élément de façade formant tablette haute – Epaisseur 40 mm
- Plateaux intérieurs à hauteur 0m80 formant bureau et plateau PMR – Epaisseur 22 mm
- Vitrages feuilletés avec passes-documents conforme ERP,
- Eléments formant casiers,
- Eléments formants meuble à tiroirs,
- Passe-câbles,
- Plinthes,
- Store enrouleur sur guides intégré côté Personnel comprenant :
  - D'un tube enrouleur à gorge dissimulé dans un coffre en aluminium laqué au four, avec fin de course incorporée assurant la limitation de manœuvre en partie basse.
  - Une barre de charge lestée en acier laqué au four avec embouts antibruit.
  - Une toile screen assurant une opacité totale, couleur au choix de la Maîtrise d'œuvre, de textiles, techniques haute résistance, classé M1.
  - Manœuvre électrique par moteur tubulaire d'une capacité de 35 tours de chez SOMFY ou équivalent, intégré au tube enrouleur.
  - Commande par boîtier électronique de régulation relié à un système de commande manuelle par interrupteur (une commande par store),
  - Dimension du store : Hauteur du vitrage/Larguer de la banque
  - Tous les ouvrages métalliques seront laqués, teinte RAL au choix de l'architecte
- Compris joues, jambages et chants.

Ensemble réalisé avec les couleurs et textures au choix de l'Architecte dans la gamme du fabricant.

2 aspects différents au choix de l'architecte.

L'ensemble devra permettre le passage des réseaux électriques. A ce titre les réservations pour le passage des lots techniques sont à réaliser par le présent lot sur demande des autres lots, passes câbles compris dans la prestation.

L'entreprise devra toutes les sujétions nécessaires de mise en œuvre conformément aux prescriptions techniques des fabricants, DTU et normes en vigueur.

**Dans le bâtiment P3, un plancher chauffant est présent, en conséquence, toute opération de percement ou de fixation au sol devra impérativement être vérifiée et validée afin d'éviter tout risque de détérioration du réseau de chauffage.**

*Localisation : Hall du P3*

*Suivant plans architectes*